



European Network for
Rural Development

REVUE RURALE DE L'UE
N° 26

LES VILLAGES INTELLIGENTS

POUR REVITALISER LES SERVICES RURAUX



Réseau européen de développement rural

Le réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui relie les parties prenantes du développement rural dans toute l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres par l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant les échanges d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a établi un réseau rural national (RRN) qui regroupe les organisations et administrations concernées par le développement rural. Au niveau de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau des RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le site internet du REDR (https://enrd.ec.europa.eu/home-page_fr).

***Europe Direct est un service qui vous aide à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Numéro d'appel gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Rédacteur en chef: Neda Skakelja, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

Rédacteur: Derek McGlynn, responsable des publications, point de contact du REDR

Manuscrit finalisé en mai 2018

La version originale est le texte en langue anglaise.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

ISSN 1831-5283 (print)

ISSN 1831-5348 (PDF)

© Union européenne, 2018

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne. Il est fourni à titre d'information uniquement et n'est pas juridiquement contraignant.

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire papier sur le site internet EU Bookshop:

<http://bookshop.europa.eu>

Remerciements

Principaux contributeurs: Steffen Hess, Katalin Kolosy, Eamon O'Hara, Veneta Paneva, Paul Soto

Remerciements particuliers à: Jure Bizjak, Christiane Kirketerp, Gyorgy Mudri, Enrique Nieto, Konstantinos Zapis

Conception: Benoit Goossens, Geraldine Meeus (Tipik)

Photo de couverture © Photo de fond: Andreas Gücklhorn, Unsplash; © Bubbles: Maaseutuverkosto/Samuel Pettersson, Union européenne/Luke Porter, Unsplash/Pexels



© Markus Spiske, Pexels

SOMMAIRE

LES VILLAGES INTELLIGENTS POUR REVITALISER LES SERVICES RURAUX

Avant-propos de Phil Hogan, commissaire européen pour l'agriculture et le développement rural	2
Avant-propos de Tibor Szanyi et Franc Bogovič, députés au Parlement européen	4
1. Villages intelligents	6
2. Soutien national et régional en faveur des villages intelligents	16
3. Tirer parti de l'innovation sociale	23
4. Utiliser l'innovation numérique pour revitaliser les services ruraux	32
5. Les PDR, des vecteurs d'innovation pour les services ruraux	40



L'initiative «Smart Villages» de l'UE

Avant-propos de Phil Hogan, commissaire européen pour l'agriculture et le développement rural



Je suis ravi de présenter ce numéro de la *Revue rurale de l'UE* qui examine le concept des villages intelligents et expose de nombreuses initiatives intelligentes intéressantes qui émergent dans toute l'Europe rurale.

La présente publication s'inspire des résultats d'un groupe thématique sur les «villages intelligents» organisé par le réseau européen de développement rural. De nombreux acteurs et autorités locales ont manifesté un vif intérêt pour les travaux du groupe, ce qui constitue un indice certain de l'appétence pour les villages intelligents dans nos campagnes.

On me demande souvent: «Qu'est-ce qu'un village intelligent?». Comme vous le verrez dans la présente publication, les villages intelligents concernent avant tout les personnes. Il s'agit de communautés rurales qui prennent des initiatives afin de trouver des solutions pratiques aux défis et de tirer le meilleur parti des nouvelles possibilités. Bon nombre de ces nouvelles possibilités

peuvent reposer sur des solutions numériques, mais le terme «intelligent» implique également de coopérer et de créer des alliances, c'est-à-dire de penser différemment et de forger son propre avenir pour s'engager sur la voie de la prospérité et de la durabilité.

L'initiative «Smart Villages» (Villages intelligents) de la Commission européenne a été lancée il y a un an. C'est donc une excellente occasion de faire le point sur la situation. Nous avons commencé à travailler sur un projet pilote consistant à élaborer un modèle de villages intelligents que les communautés rurales peuvent utiliser comme modèle pour améliorer leur situation.

Le Parlement européen a également mobilisé une enveloppe de 3,3 millions d'euros pour une action préparatoire que nous lancerons l'an prochain. L'idée consiste à soutenir le développement de dix villages intelligents dans l'ensemble de l'Union européenne (UE).

C'est le travail de fond important qu'il y a lieu d'effectuer pour inscrire le concept de villages intelligents dans la sphère des politiques. Mais nous devons aller plus loin. En effet, des efforts restent à faire si nous voulons vraiment que les villages intelligents se développent à grande échelle.

Ce sont les populations locales qui, en se réunissant pour élaborer une stratégie axée sur les ressources et les aspirations locales, sont à l'origine des villages intelligents. Nous devons investir dans ces personnes, dans leurs idées et dans les infrastructures et le renforcement des capacités dont nous avons tellement besoin. Tel est notre rôle en tant que décideurs politiques. Il nous appartient de veiller à ce que les outils adéquats soient disponibles.



Sur le plan numérique, il est évident que nous avons besoin d'une meilleure connectivité haut débit et de meilleures infrastructures. Malgré les efforts considérables qui ont été déployés jusqu'à présent, la fracture numérique entre les zones rurales et les zones urbaines demeure importante. Selon nos chiffres les plus récents, seuls 47 % des ménages ruraux ont accès au haut débit, contre plus de 80 % des ménages urbains.

Pour combler ce fossé, le budget de l'UE prévoit une enveloppe de près de 6 milliards d'euros (Feader et FEDER) afin de financer le déploiement du haut débit et d'autres infrastructures numériques, en particulier dans les zones rurales et périphériques.

La contribution du Feader est estimée à près d'un milliard d'euros. Elle profitera à environ 18 millions de citoyens vivant dans les zones rurales. En même temps, la Commission européenne met en œuvre un plan d'action en faveur du haut débit en milieu rural ⁽¹⁾, qui vise à faciliter le déploiement du haut débit dans les zones rurales et isolées. Parallèlement, l'UE investit dans les compétences numériques et dans divers types de plateformes numériques, d'espaces de travail collaboratif et de laboratoires vivants dans les zones rurales qui peuvent rassembler les communautés et accélérer l'utilisation des technologies numériques.

Nous devons également veiller à ce que cette amélioration de la connectivité permette d'améliorer la qualité de vie et le niveau de vie dans les zones rurales: en termes de services, d'accès à l'emploi et de solutions en matière d'environnement.

Dans ce numéro de la *Revue rurale de l'UE*, vous trouverez de nombreux exemples de la manière dont les collectivités mettent au point des solutions novatrices pour les services ruraux. Il est souvent possible d'améliorer ces services par les technologies numériques et d'en concevoir de nouveaux, plus performants, entre autres dans des domaines tels que la santé en ligne, l'éducation en ligne, la mobilité et la production locale d'énergie.

Bien que la présente publication porte sur les services ruraux, les plateformes numériques et l'économie fondée sur les données peuvent également contribuer à mettre en place de nouveaux marchés locaux qui permettent aux exploitations agricoles de petite et moyenne envergure d'obtenir un meilleur prix pour leurs produits. De même, elles peuvent encourager l'utilisation et le déploiement de l'agriculture de précision et d'autres technologies modernes.

Bien qu'il existe déjà de nombreuses initiatives formidables, nous souhaitons relever le niveau des ambitions et valoriser davantage ce potentiel. Nous devons investir dans les personnes, les idées et les entreprises, ainsi que dans les collectivités locales et les campagnes environnantes. Nous devons soutenir les infrastructures numériques, mais nous devons également donner aux citoyens ruraux les moyens d'élaborer des solutions en ligne et hors ligne qui renforcent la vitalité et la durabilité des zones rurales par l'innovation sociale et la spécialisation intelligente.

Je suis convaincu que ce numéro de la *Revue rurale de l'UE* vous fournira bon nombre d'idées et d'exemples sur la manière de saisir cette chance commune.

(1) <https://e.c.europa.eu/digital-single-market/en/news/european-commission-joins-forces-help-bringing-more-broadband-rural-areas>



Un avenir plus intelligent pour les zones rurales en Europe

Avant-propos de Tibor Szanyi et Franc Bogovič, députés au Parlement européen



Nous sommes heureux d'alimenter les réflexions de toutes les parties prenantes, de souligner l'importance des villages intelligents, de montrer le vif intérêt que cette approche a suscité en donnant lieu à la signature de la déclaration de Bled le 13 avril 2018 et de comprendre les enseignements tirés des travaux du groupe thématique du REDR sur les «villages intelligents».

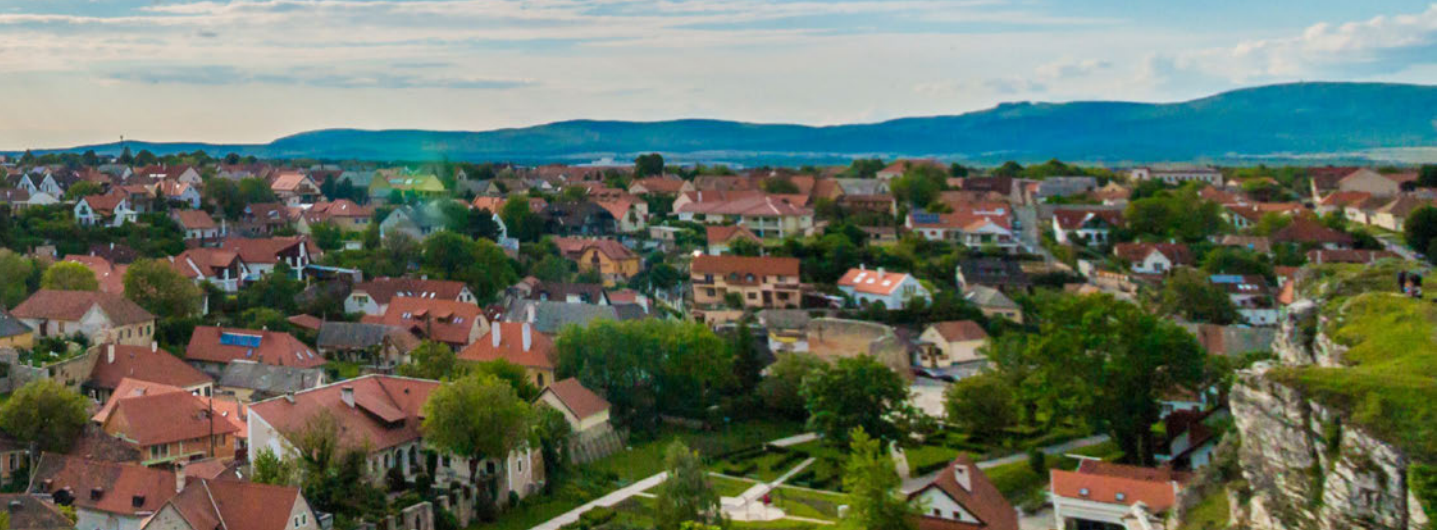
L'approche des villages intelligents doit être au centre de toute tentative visant à résoudre le problème de la dépopulation, à renforcer les prestations de services et à créer des perspectives de croissance dans les zones rurales. Les villages intelligents adoptent une approche intersectorielle fonctionnelle qui relie les outils de développement existants et futurs. Ils concernent la vie des citoyens ruraux et s'adressent à un large éventail d'acteurs autres que les populations locales, notamment des praticiens

du développement rural, des législateurs, des responsables politiques, des entrepreneurs, des ONG et des universitaires.

La déclaration de Cork 2.0 a été formulée en vue de créer «une vie meilleure dans les zones rurales». Nous pensons que les villages intelligents constituent le meilleur moyen de concrétiser cette vision de façon pérenne. Les villages intelligents découlent d'approches intégrées et de l'interaction réussie de différents domaines politiques visant à accroître la complémentarité et la cohérence et à tirer parti des synergies à grande échelle.

Actuellement, le Parlement européen et la Commission européenne élaborent conjointement cette approche.

L'engagement politique des commissaires européens et de leurs services respectifs, ainsi que toutes les contributions des experts du développement rural ont été indispensables aux



progrès réalisés concernant le soutien en faveur des villages intelligents.

L'Europe investit dans les ressources humaines, l'innovation et le développement, en privilégiant la qualité de vie à long terme plutôt que les bénéfices économiques à court terme. Malgré cela, il apparaît de plus en plus clairement que les zones rurales ont pris du retard en ce qui concerne la mise en œuvre des nouvelles technologies, principalement dans le domaine numérique.

Pour atténuer ce phénomène, nous avons activement défendu l'approche des villages intelligents dans le cadre d'un projet pilote au titre du budget 2016 de l'UE. Cette approche a bénéficié du plein engagement de la Commission européenne et a été menée par Phil Hogan, commissaire pour l'agriculture et le développement rural. Depuis lors, de nombreuses publications officielles ont mentionné l'approche des villages intelligents qui fait aussi l'objet d'un programme d'action préparatoire dans le budget de l'UE de cette année.

Une série d'événements, tels que la réunion de lancement qui s'est tenue à Bruxelles le 11 avril 2017 et la réunion de haut niveau qui a eu lieu à Bled, en Slovénie, le 13 avril 2018, complètent l'appui stratégique et financier. La réunion de haut niveau de Bled a bénéficié du soutien de quatre commissaires européens et de leurs homologues ministériels slovènes, ainsi que du Premier ministre slovène.

Nous connaissons bien les enjeux complexes auxquels les zones rurales sont confrontées, notamment le vieillissement de la population et le manque de services.

En guise de solution, les cosignataires de la déclaration de Bled et les commissaires européens appuyant la mesure considèrent que *«la préparation des futures politiques européennes et nationales est l'occasion de développer l'approche des villages intelligents»*. Ils indiquent dans cette même déclaration que *«les villages intelligents peuvent potentiellement renforcer la cohésion économique et sociale, et améliorer l'égalité sociale de nos sociétés, en particulier entre les zones rurales et urbaines»*.

Nous vous recommandons de prendre connaissance des engagements de la Déclaration de Bled ⁽¹⁾, puis de commencer à œuvrer en faveur d'un avenir plus radieux et plus intelligent des zones rurales!

Franc Bogovič (Parti populaire européen, Slovénie) est membre de la commission du développement régional du Parlement européen.

Tibor Szanyi (Groupe des Socialistes et Démocrates, Hongrie) est membre de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen.

(1) https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/new-declaration-smarter-rural-areas_en



1. Villages intelligents

© Andraz Lazic, Unsplash

En Europe, les zones rurales connaissent une mutation rapide. La transition comporte des risques mais elle leur donne aussi réellement la possibilité de jouer un rôle précis et nouveau. Alors que nous nous sommes intéressés aux initiatives visant à stimuler l'économie et les entreprises en milieu rural lors de numéros précédents de la *Revue rurale de l'UE*, dans celui-ci, nous examinons l'innovation sociale et numérique dans les services ruraux.

Dans ce contexte, les villages intelligents peuvent être considérés comme des collectivités qui refusent tout simplement d'attendre les changements. Les villages intelligents se composent de populations rurales qui prennent l'initiative de rechercher des solutions pratiques aux défis sous-jacents qui se présentent et saisissent les nouvelles possibilités qui se présentent. Des milliers de collectivités rurales le font de diverses manières.

Bon nombre d'entre elles utilisent des nouvelles technologies numériques, entre autres outils disponibles. Les exemples d'innovation sociale dans les services ruraux ne manquent pas, tout comme les nouvelles relations gagnant-gagnant avec les zones urbaines et les activités qui renforcent le rôle des zones rurales dans le passage à une société plus verte, plus saine et plus humaine.

Pour créer un environnement favorable aux villages intelligents, une évolution des politiques rurales est nécessaire. C'est pourquoi les décideurs et les promoteurs de projets étudient également de nouvelles approches au niveau européen, national, régional et local.

QU'EST-CE QUE LES VILLAGES INTELLIGENTS?

QUELS SONT LES MOTEURS DES VILLAGES INTELLIGENTS?

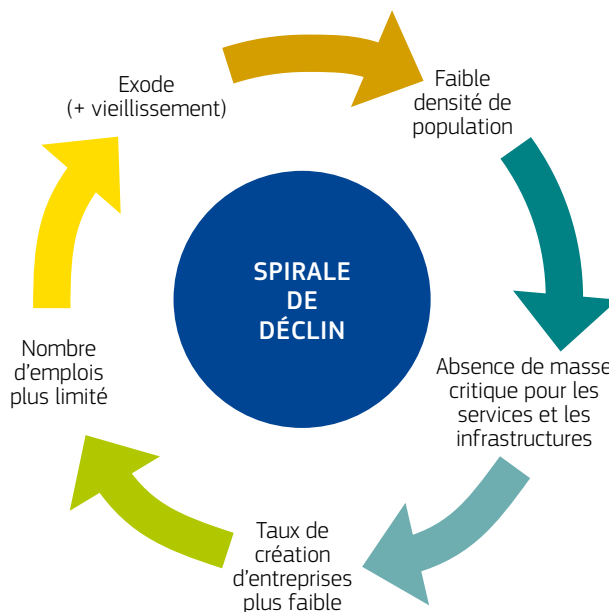
LES VILLAGES INTELLIGENTS EN ACTION

LE GROUPE THÉMATIQUE DU REDR SUR LES VILLAGES INTELLIGENTS

Créé en octobre 2017, le groupe thématique (GT) du REDR sur les villages intelligents est un élément important de l'initiative «Smart Villages» de l'UE. Il a pour objectif de devenir un point de convergence visant à partager les expériences issues des initiatives relatives aux villages intelligents en Europe, et à recueillir ainsi des informations sur le terrain et créer une dynamique en vue d'améliorer la mise en œuvre de la politique de développement rural. L'une des premières activités du GT a consisté à réaliser une étude exploratoire. Cette étude a permis de constater que de nombreuses zones rurales sont enfermées dans une «spirale de déclin» en raison de deux tendances qui se renforcent mutuellement: premièrement, une pénurie d'emplois et l'absence d'activité commerciale pérenne; et, deuxièmement, des services inadéquats et en déclin.

Ces deux tendances concernent presque toutes les approches qui, selon le GT, peuvent permettre de soutenir les villages intelligents.

Des travaux thématiques antérieurs du REDR et d'anciens numéros de la *Revue rurale de l'UE* se sont intéressés aux initiatives visant à stimuler l'économie et les entreprises en milieu rural: «Des chaînes d'approvisionnement intelligentes et compétitives pour les produits alimentaires et les boissons» (n° 22) et «Réinventer les possibilités offertes aux entreprises rurales» (n° 24). Le GT sur les villages intelligents



a donc porté son attention sur **l'innovation sociale et l'innovation numérique dans le domaine des services ruraux**, dont bon nombre des conclusions sont rapportées dans ce numéro de la *Revue rurale de l'UE*.

QUELS SONT LES MOTEURS DES VILLAGES INTELLIGENTS?

Les villages intelligents sont des laboratoires où les populations locales et les décideurs à différents niveaux testent des solutions novatrices en vue de répondre à certains des défis majeurs de la vie rurale. Ils cherchent ainsi à exploiter les possibilités largement susceptibles de renforcer la vitalité des zones rurales en Europe. Les enjeux et les possibilités varient énormément en fonction des zones rurales et des différentes régions d'Europe. Il est donc important de comprendre le contexte et le point de départ des stratégies globales et des projets individuels qui contribuent aux villages intelligents.

Les travaux thématiques du REDR ont permis de découvrir au moins cinq moteurs principaux des villages intelligents. En règle générale, les deux premiers sont principalement considérés comme des menaces ou des défis, tandis que les trois derniers présentent à la fois des risques

LES CINQ MOTEURS DES VILLAGES INTELLIGENTS

1. Répondre au dépeuplement et aux mutations démographiques.
2. Trouver des réponses locales à la réduction des financements publics et à la centralisation des services publics.
3. Exploiter les liens avec les petites villes.
4. Optimiser le rôle des zones rurales en ce qui concerne la transition vers une économie circulaire à faible intensité de carbone.
5. Promouvoir la transformation numérique des zones rurales.

et des possibilités pour les zones rurales. Ces moteurs sont étroitement liés et la transition numérique peut être considérée comme un thème transversal.

1. Répondre au dépeuplement et aux mutations démographiques

Même si le dépeuplement est considéré comme un symptôme du déclin rural plutôt que comme une cause, il ne fait aucun doute qu'il constitue l'un des principaux facteurs qui sont à l'origine de l'initiative

des villages intelligents. Les zones à prédominance rurale représentent environ 28 % de la population de l'UE, tandis que 31,6 % des citoyens vivent en ville et en banlieue (zones intermédiaires) et 40,4 % d'entre eux vivent dans des grandes villes⁽³⁾. La tendance mondiale à l'urbanisation est apparemment inéluctable: à l'horizon 2050, la population de l'UE vivant dans les villes devrait augmenter de 24,1 millions, tandis que la population des zones à prédominance rurale devrait diminuer de 7,9 millions.

⁽³⁾ Eurostat, Statistiques sur les zones rurales dans l'Union européenne, données de février 2017.

Cependant, cette tendance mondiale masque d'importantes disparités entre les différentes régions d'Europe et les différents types de zones rurales. Dans l'ensemble, près des deux tiers des régions rurales de l'UE-13 (c'est-à-dire les pays qui ont adhéré à l'UE en 2004 ou plus récemment) connaissent un déclin, alors que c'est l'inverse dans l'UE-15 (les pays qui ont adhéré avant 2004) où la population se maintient ou croît dans deux tiers des régions rurales (4).

La figure 1 montre un déclin démographique important:

- dans les zones rurales de l'est de l'Europe où une restructuration agricole (et industrielle) d'envergure est toujours en cours;
- dans les régions intérieures des pays du sud de l'Europe (notamment la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie et, dans une moindre mesure, le centre de la France); et

- dans les pays nordiques et baltes où la densité de population est faible.

2. Trouver des réponses locales aux restrictions budgétaires et à la centralisation des services publics

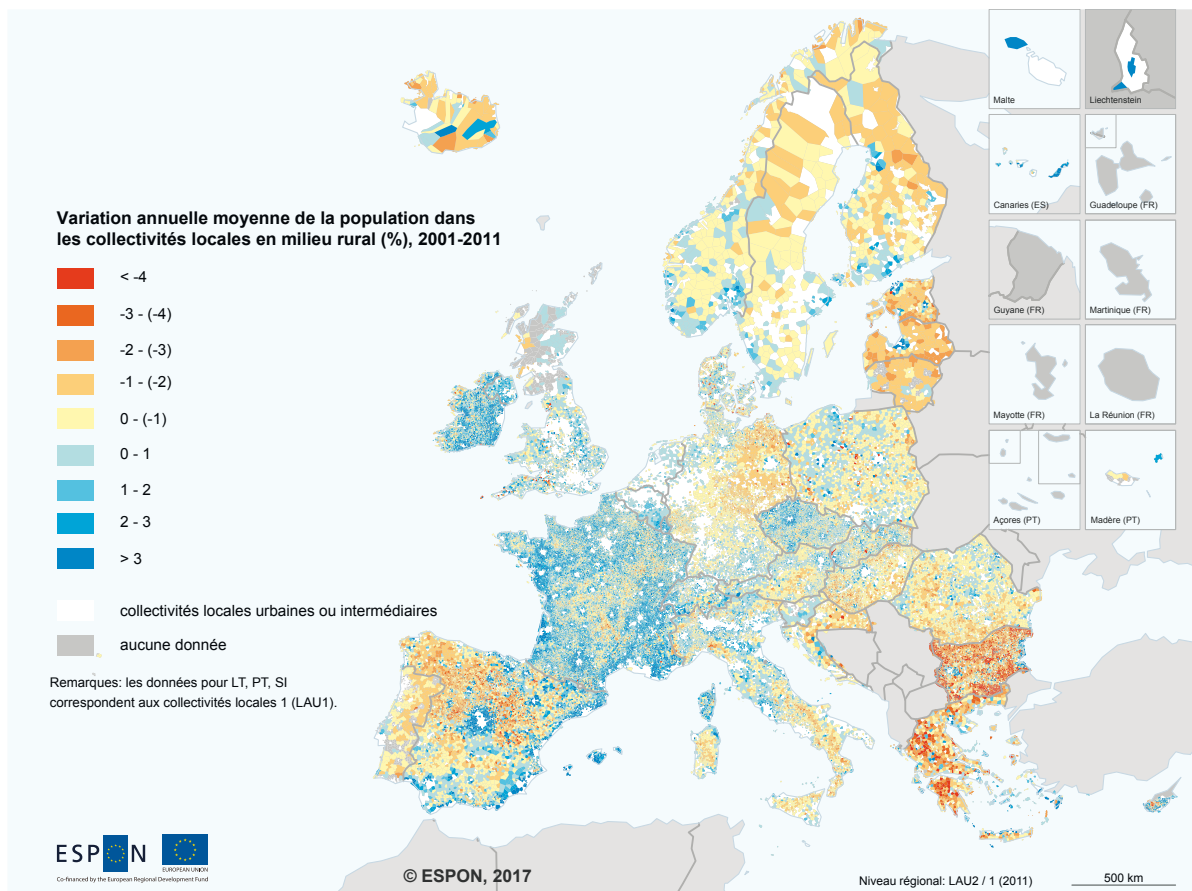
Même lorsque la population des zones rurales est stable ou augmente, la faible densité de population et la complexité de la logistique font augmenter le coût unitaire de certains services de base tels que l'éducation, la santé, le commerce et les transports publics. La situation est particulièrement grave dans des endroits tels que le nord de la Finlande, le centre de l'Espagne et du Portugal et de nombreuses régions montagneuses. Les coûts associés à la prestation de services sont également beaucoup plus élevés lorsque la population est répartie dans de petites localités que si elle est concentrée dans des localités plus grandes.

Les services ruraux dont le coût est élevé et qui s'adressent à un petit nombre de personnes sont souvent les premiers à subir des coupes lorsque les budgets publics sont comprimés. À la suite de la crise financière, les budgets publics ont été abaissés et les dépenses sociales réduites dans de nombreux pays de l'UE.

Pendant cette période, les pouvoirs publics ont cherché à réaliser des économies en réduisant le niveau de service fourni et, de plus en plus, en privatisant et en sous-traitant ces services.

De nombreux États membres de l'UE ont réorganisé les autorités locales en unités plus grandes ou sont en train de le faire. L'une des conséquences évidentes de cette réorganisation a été la réduction des services dans les zones rurales et leur concentration dans les grandes villes.

Figure 1. Évolution de la population rurale



Source: Eurostat, ORATE, 2017.

(4) ESPON, «Policy Brief: Shrinking rural regions in Europe» (ORATE, Note de synthèse: le déclin des régions rurales en Europe), 2017: www.espon.eu/rural-shrinking

Cette tendance aggrave les inégalités entre les régions rurales et les zones urbaines. À titre d'exemple, un peu plus du quart de la population de l'UE vivant dans les zones rurales a suivi des études supérieures, contre près du double dans les villes; la proportion de jeunes en décrochage scolaire et de jeunes sans emploi ni formation y est plus élevée; et, chez les populations rurales, les besoins médicaux sont plus susceptibles de ne pas être satisfaits ⁽⁵⁾.

Une fois encore, il existe un contraste frappant entre l'EU-13 et l'EU-15: la proportion de personnes menacées de pauvreté est beaucoup plus élevée dans les zones rurales que dans les villes de l'EU-13, alors que c'est l'inverse dans l'ensemble de l'EU-15. En Roumanie, en Bulgarie et à Malte, au moins la moitié de la population rurale est menacée de pauvreté, tandis que dans neuf autres États membres, ce chiffre oscille entre 30 et 40 % (Croatie, Chypre, Hongrie, Lettonie, Lituanie et Pologne, ainsi que Grèce, Espagne et Portugal).

L'émergence des villages intelligents est souvent attribuable au fait que des personnes se réunissent pour rechercher des solutions pratiques à ces problèmes sociaux aigus.

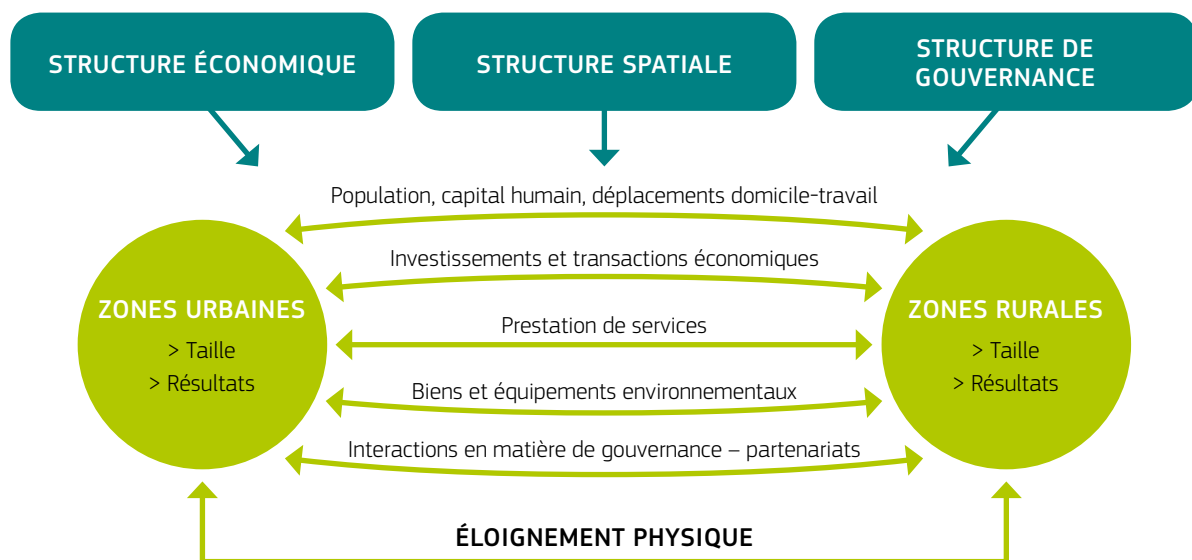
3. Exploiter les liens avec les petites villes

Il existe une relation de symbiose entre les zones rurales et les villes. Historiquement, la relation a parfois été perçue comme étant purement concurrentielle, tel un jeu à somme nulle. On pensait que les zones rurales perdaient ce que les villes gagnaient.

Pourtant, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) ainsi que d'autres acteurs ont analysé les liens complexes entre les villes et les zones rurales et ont démontré que, s'ils sont bien gérés, ils peuvent donner lieu à des accords qui ne présentent que des avantages pour les deux.

L'OCDE constate que dans presque tous ses pays membres, ce sont les zones rurales proches des villes ou facilement accessibles depuis les villes qui connaissent la croissance la plus rapide en termes de produit intérieur brut (PIB), de productivité et de population ⁽⁶⁾. Elle remarque que «les régions rurales situées à proximité des villes enregistrent des résultats particulièrement bons. Dans les régions rurales situées non loin des villes, le taux de croissance de la productivité était plus élevé avant la crise économique de 2008 et la résilience y était meilleure après le début de la crise». Elle ajoute que «les bons résultats enregistrés dans les régions rurales situées non loin des villes ne sont pas uniquement liés à leur proximité d'une grande zone métropolitaine». La définition de «zone rurale située non loin d'une ville» fait référence à toute ville de plus de 50 000 habitants. Les villes petites et moyennes jouent un rôle important pour le développement économique des régions

Figure 2. Liens fonctionnels entre zones rurales et zones urbaines



Source: OCDE, «Rural 3.0: A framework for rural development, Policy Note» (Politique rurale 3.0: Un cadre pour le développement rural, note de politique).

⁽⁵⁾ Eurostat, Statistiques sur les zones rurales dans l'Union européenne, 2017: https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Statistics_on_rural_areas_in_the_EU/fr

⁽⁶⁾ OCDE, «Perspectives régionales de l'OCDE 2016 — Des régions productives pour des sociétés inclusives», 2016: <http://www.oecd.org/fr/regional/perspectives-regionales-de-l-ocde-2016-9789264284050-fr.htm>

rurales, mais sans accès, les avantages qu'elles procurent sont nuls ⁽⁷⁾.

Pour les villages intelligents, il ne s'agit pas seulement de surmonter la fracture entre les zones urbaines et rurales, mais d'exploiter le potentiel unique de chacun de ces espaces dans leur intérêt mutuel.

Naturellement, entretenir des liens plus étroits n'est pas sans risque. Par exemple, le recours accru aux voitures privées et aux achats en ligne pourrait avoir un effet préjudiciable sur les entreprises locales et les services ruraux tels que le commerce.

En cherchant à obtenir les meilleurs résultats, les projets de villages intelligents coopèrent de plus en plus, aussi bien avec d'autres zones rurales similaires qu'avec les petites et grandes agglomérations qui leur sont associées, afin d'élaborer des solutions territoriales planifiées qui profitent à toutes les parties. Par exemple, l'État français a soutenu une série de contrats de réciprocité entre des villes et leurs campagnes avoisinantes. Le cas de Brest et du Pays du Centre Ouest Bretagne, présenté au chapitre suivant (voir page 21), montre les progrès des deux zones en termes d'offre d'énergies renouvelables et de répartition des activités sous contrats de services ⁽⁸⁾.

4. Optimiser le rôle des zones rurales en ce qui concerne la transition vers une économie circulaire à faible intensité de carbone

Selon l'OCDE, les zones rurales sont au cœur de la transition vers une économie sobre en carbone ⁽⁹⁾. Les zones rurales et intermédiaires représentent 88,2 % du territoire de l'UE ⁽¹⁰⁾ et abritent la grande majorité de son patrimoine naturel.

Ce patrimoine naturel constitue souvent le fondement de leur

avantage concurrentiel ainsi que leur identité et leur attractivité en tant que lieux de vie. Elles sont donc particulièrement exposées aux risques liés aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement et sont bien placées pour jouer un rôle décisif.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant qu'il existe actuellement près de 15 000 écovillages ⁽¹¹⁾ répartis sur les six continents et que de nombreux villages de différentes régions d'Europe mettent en œuvre des projets dans les domaines des économies d'énergie, de la production d'énergies renouvelables et du transport durable et promeuvent des pôles d'activité locaux dans l'économie circulaire et la bioéconomie.

L'initiative «Artic Smart Community Cluster» (Pôle communautaire arctique intelligent) en est un exemple remarquable ⁽¹²⁾. Elle illustre la manière dont l'une des zones rurales les plus reculées d'Europe (moins de deux habitants au km²) met en œuvre une stratégie ascendante en faveur d'une spécialisation intelligente. En travaillant

étroitement avec les entrepreneurs des villages, le pôle, qui se compose de diverses entités, telles que des entreprises, des bailleurs de fonds, des chercheurs et des médiateurs, a constaté un potentiel énorme de réduction des sorties de capitaux et d'ajout de valeur locale dans deux domaines clés: l'énergie et les produits alimentaires. Le pôle a élaboré une stratégie intégrée destinée à aider les entrepreneurs locaux, qui comprend l'enseignement scolaire, l'ouverture des marchés publics et la création de centres locaux dans les domaines de l'alimentation et de l'énergie. Il a été démontré que ces projets ont permis de créer des emplois locaux, de réduire les déchets et les émissions, d'abaisser les coûts et de maintenir les revenus locaux dans l'économie locale.

Figure 3. Initiative «Artic Smart Community Cluster»



Source: Séminaire du REDR «Revitaliser les zones rurales grâce à l'innovation d'entreprise».

⁽⁷⁾ OCDE, «Rural 3.0: A framework for rural development, Policy Note» (Politique rurale 3.0: un cadre pour le développement rural, note de politique), 2018: www.oecd.org/cfe/regional-policy/Rural-3.0-Policy-Note.pdf

⁽⁸⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_case-study_fr.pdf

⁽⁹⁾ OCDE, «Perspectives régionales de l'OCDE 2016 — Des régions productives pour des sociétés inclusives», 2016, <http://www.oecd.org/fr/regional/perspectives-regionales-de-l-ocde-2016-9789264284050-fr.htm>

⁽¹⁰⁾ Eurostat, part des terres utilisant différentes typologies (pourcentage de la surface des terres), 2016: [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Share_of_land_area_using_different_typologies_\(%25_of_land_area\)update.png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Share_of_land_area_using_different_typologies_(%25_of_land_area)update.png)

⁽¹¹⁾ Un écovillage est une communauté intentionnelle, traditionnelle ou urbaine, conçue consciemment par l'intermédiaire de processus participatifs locaux dans les quatre dimensions de la durabilité (sociale, culturelle, écologique et économique) en vue de régénérer les environnements sociaux et naturels.

⁽¹²⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/s4_rural-businesses_aric-cluster_havukainen.pdf

Pour plus d'informations, voir: http://luotsi.lappi.fi/c/document_library/get_file?folderId=1664044&name=DLFE-29555.pdf

5. Promouvoir la transformation numérique des zones rurales

Les technologies numériques peuvent pallier les désavantages que subissent les zones rurales en termes de distance et de faible densité de population en permettant une communication virtuelle instantanée et un accès aux services en ligne. Si les perspectives et les avantages potentiels sont importants, il existe néanmoins des risques qui pourraient, par exemple, mener à la fermeture de magasins locaux.

De même, il convient de mettre en place les outils appropriés afin que davantage de personnes puissent bénéficier de la transition numérique. Le groupe d'action locale (GAL) Menter Môn d'Anglesey, au Pays de Galles (Royaume-Uni), a soutenu des projets ⁽¹³⁾ visant à lutter contre l'exclusion numérique des personnes âgées et des personnes malentendantes.

Les zones rurales se caractérisent souvent par une **triple fracture**

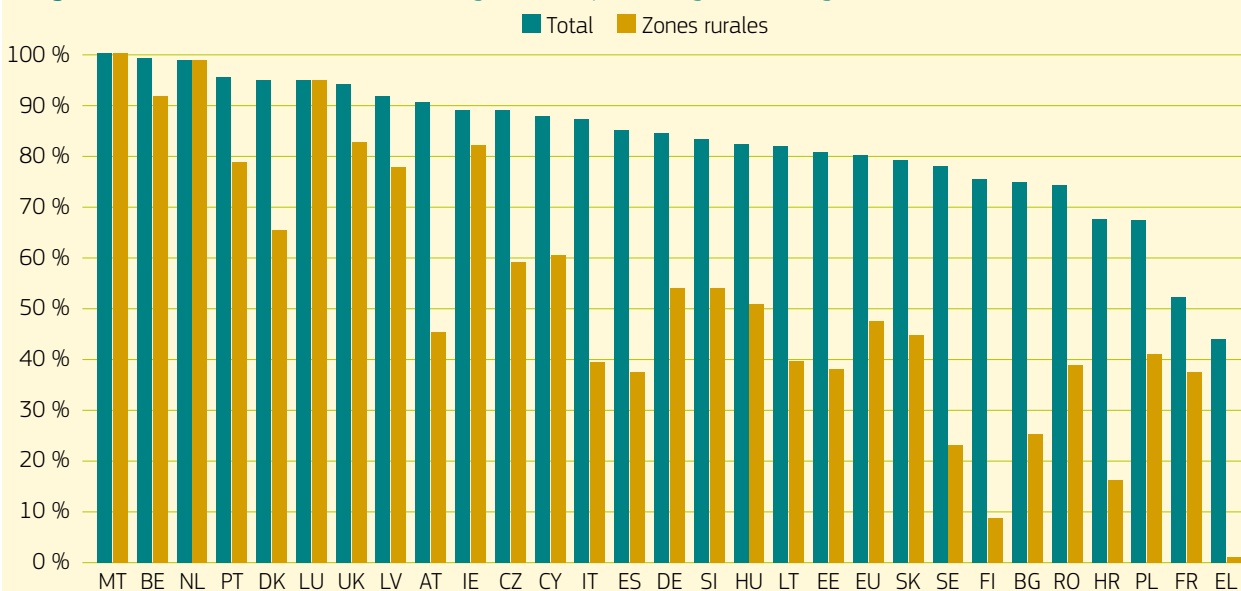
numérique: la connectivité haut débit, les compétences et l'adoption des technologies. Outre le manque d'accès de nouvelle génération ⁽¹⁴⁾ à l'internet (seulement 47 % des ménages ruraux en disposent, contre 80 % de l'ensemble des ménages de l'UE, voir figure 4 ci-dessous), de nombreux citoyens ruraux ne disposent pas des compétences numériques nécessaires et l'utilisation des technologies numériques est inférieure par rapport aux zones urbaines (voir chapitre 4).

La création d'infrastructures numériques à haut débit dans les zones rurales, associée à une éducation et une formation aux technologies numériques, doit être une priorité d'investissement permanente. Les infrastructures et les formations sont nécessaires afin de lutter contre la fracture numérique et de faire en sorte que les parties prenantes et les communautés rurales européennes exploitent leur potentiel numérique.

Les villages intelligents vont plus loin en matière de transition numérique.

Leur objectif ne se limite pas à réduire la fracture numérique et à combler le retard par rapport aux zones urbaines, ils cherchent à renforcer l'attrait des zones rurales et à leur trouver de nouveaux rôles dans la transformation de l'Europe en une économie numérique.

Figure 4. Couverture des accès de nouvelle génération (pourcentage des ménages), 2017



Source: IHS et Point Topic.

⁽¹³⁾ Pour plus d'informations sur les projets soutenus par le GAL, voir: www.mentermon.com

⁽¹⁴⁾ Par «accès de nouvelle génération», on entend les moyens d'accès modernes à haut débit ultrarapide, généralement à au moins 30 mégabits par seconde (Mbp/s). Ce type d'accès constitue un pas en avant sur le plan de la rapidité et de la qualité de l'accès à l'internet par rapport aux services haut débit standards.

LES VILLAGES INTELLIGENTS EN ACTION



© Fraunhofer IESE Digitale Dörfer

Les nombreux défis qui se présentent aux collectivités rurales dans différentes régions d'Europe, associés aux nouvelles possibilités découlant des liens entre les zones rurales et les zones urbaines et de la transition vers une économie circulaire à faible intensité de carbone, incitent beaucoup de personnes à rechercher activement des solutions. Ces personnes ont souvent des préoccupations et des priorités différentes, et agissent à des niveaux différents, mais elles travaillent de plus en plus ensemble et unissent leurs forces pour créer les villages intelligents du futur.

En plus de tirer le meilleur parti des perspectives économiques associées aux nouveaux types d'entreprises rurales intelligentes (voir *Revue rurale de l'UE* n° 24), les chercheurs se penchent également sur de nouveaux moyens novateurs de fournir des services aux collectivités rurales.

De nombreuses collectivités rurales réagissent simplement à la **fermeture des services locaux**: les écoles, les magasins ou les services d'autobus. Elles ont recours à divers types d'entreprises sociales et d'entreprises appartenant à la collectivité, elles prennent le relais et investissent dans des bâtiments et des ressources au niveau local et elles les exploitent en combinant les sources de financement publiques et privées et le travail bénévole. Par exemple, en Écosse, il existe aujourd'hui 5 600 entreprises sociales dans les secteurs des transports, de l'aide sociale, de l'énergie, du logement et du commerce de détail ainsi que dans de nombreux autres domaines, soit une augmentation de 10 % en deux ans ⁽¹⁵⁾.

Dans l'ensemble de l'UE, le fait que les organismes publics assurent de moins en moins l'offre de services sociaux d'intérêt général, les pressions croissantes subies par les organisations à but non lucratif traditionnelles pour diversifier leurs sources de revenus et l'intérêt croissant

des entreprises conventionnelles pour l'innovation sociale laissent entrevoir une forte croissance des entreprises sociales ⁽¹⁶⁾.

Pour d'autres collectivités, la motivation vient principalement de la menace des **changements climatiques**, du désir de créer un mode de vie plus durable et de profiter des possibilités qu'offrent les énergies renouvelables dans les zones rurales. Par exemple, il existe en Europe près de 3 000 coopératives d'énergies renouvelables qui sont présentes sur le marché de la production d'énergie, de l'exploitation des réseaux, du contrôle de la consommation d'énergie, des économies d'énergie et de l'autopartage en ligne.

La plupart d'entre elles sont concentrées dans le nord de l'Europe (Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Autriche, Finlande et Suède) où l'environnement législatif est plus favorable à la production d'énergie individuelle et décentralisée.

⁽¹⁵⁾ Bill Slee, «Revitalising rural services through social innovation» (Revitaliser les services ruraux grâce à l'innovation sociale), projet SIMRA: https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq2_smart-villages_social-innovation_slee.pdf. Pour consulter une définition de l'entreprise sociale, voir: https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/s4_rural-businesses-factsheet-social-innovation.pdf

⁽¹⁶⁾ Commission européenne, «A map of social enterprises and their eco-systems in Europe» (Carte des entreprises sociales et de leurs écosystèmes en Europe), 2015: <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=12987&langId=en>

Toutefois, selon REScoop, la fédération européenne des coopératives d'énergies renouvelables qui compte 1 250 adhérents, le mouvement se développe également dans le sud de l'Europe (France, Italie, Espagne, Portugal) et dans l'est (République tchèque).

Les collectivités rurales participent également de plus en plus au déploiement d'infrastructures de fibre optique et à la stimulation de la demande, nécessaires pour que les zones rurales atteignent leur potentiel dans l'**économie numérique**. Par exemple, en Suède, près de 50 % des réseaux de fibres locaux appartiennent à des municipalités ou à des entreprises dirigées par des collectivités. Il existe également un mouvement en plein essor à l'échelle de l'UE qui vise à encourager la transition numérique locale au moyen de divers types de pôles numériques et d'espaces de travail collaboratif en milieu rural, comme le projet ERUDITE ⁽¹⁷⁾.

À l'échelon suivant de la chaîne de gouvernance multiniveaux, des spécialistes de l'aménagement du territoire à l'échelle municipale, régionale et nationale travaillent avec les citoyens ruraux afin d'étudier diverses formules visant à regrouper des services ruraux dans des pôles ou des centres multiservices, souvent liés à des unités plus grandes des grandes agglomérations [par exemple, les centres multiservices en Flandre ⁽¹⁸⁾ et en Finlande ou les maisons de services en France ⁽¹⁹⁾].

À un échelon supérieur de la chaîne, ces initiatives rurales spécifiques sont complétées par une grande série d'initiatives politiques sectorielles au niveau régional, national et européen dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports, de la transition numérique, etc. Se fondant sur l'expérience de plusieurs pays (Royaume-Uni, Finlande et Suède), l'UE recommande désormais d'observer la portée de ces politiques sur les zones rurales par l'intermédiaire du «test rural».

Figure 5. Coopératives d'énergies renouvelables en Europe



Source: REScoop.

Enfin, au niveau de l'UE, toutes les grandes institutions ont récemment exprimé leur soutien actif en faveur de divers aspects des villages intelligents. Ce soutien est illustré par le nombre considérable d'initiatives politiques à l'échelle européenne: action de la Commission européenne; avis du Comité économique et social européen et du Comité des régions; action pilote du Parlement européen; ainsi que la future action préparatoire relative aux villages intelligents ⁽²⁰⁾ et les nombreuses conférences internationales sur ce sujet, notamment l'atelier sur les villages

intelligents que l'OCDE a récemment organisé et la conférence de Bled sur l'initiative «Smart Villages» de l'UE. Le défi pour les zones rurales consiste maintenant à consolider et à développer ces diverses alliances en faveur du changement et à employer cette énergie pour apporter de réelles améliorations sur le terrain.

⁽¹⁷⁾ www.interregeurope.eu/erudite

⁽¹⁸⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg2_smart-villages_service-hubs_hoet.pdf

⁽¹⁹⁾ Voir la politique rurale 3.0 de l'OCDE: www.oecd-ilibrary.org/urban-rural-and-regional-development/oecd-regional-outlook-2016/rural-policy-3-0_9789264260245-7-en

⁽²⁰⁾ Voir le portail du REDR sur les villages intelligents: https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages/smart-villages-portal/eu-policy-initiatives-strategic-approaches_en

LES VILLAGES INTELLIGENTS SONT LIÉS À L'INNOVATION SOCIALE ET À L'INNOVATION NUMÉRIQUE



PARLEMENT EUROPÉEN
Franc Bogovič

« Le concept des villages intelligents vise à créer des villages européens habitables où les citoyens peuvent et souhaitent s'établir car des solutions numériques novatrices améliorent leur mode de vie. »



PARLEMENT EUROPÉEN
Tibor Szanyi

« La vie rurale ne se limite pas à l'agriculture. Elle concerne également les filles et les garçons, les femmes et les hommes, les jeunes et les personnes âgées. Ces personnes ne doivent pas être abandonnées, que ce soit sur le plan social ou numérique. »



COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS
Enda Stenson

« Nous plaidons en faveur d'une vision plus ambitieuse et de l'élaboration d'une politique ciblée et novatrice pour les villages intelligents dans la perspective de l'après 2020. »



COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN
Tom Jones

« Il est essentiel de renforcer la coopération entre les collectivités, les organisations et les autorités des zones rurales et urbaines afin de tirer pleinement parti des liens sociaux, culturels et économiques que cette coopération peut engendrer. »



SIMRA (INNOVATION SOCIALE DANS LES ZONES RURALES MARGINALISÉES)
Bill Slee

« L'innovation sociale apporte une réponse collective de la communauté et correspond à une volonté d'investir du temps et des ressources pour résoudre les problèmes locaux. »



ECOLISE (RÉSEAU EUROPÉEN POUR LES INITIATIVES CITOYENNES LOCALES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE)

Eamon O'Hara

« Les zones rurales sont fortement concernées par la transition vers une économie à faible intensité de carbone, mais elles peuvent aussi apporter une contribution majeure dans ce domaine au moyen d'un cadre politique favorable qui associe une approche ascendante et descendante. »



2. Soutien national et régional en faveur des villages intelligents

© Riccardo Bresciani, Pexels

Selon l'initiative «Smart Villages» de l'UE, «il n'est pas suffisant de disposer d'éléments constitutifs; il est nécessaire d'adopter des approches stratégiques qui aideront les décideurs, les parties prenantes et les promoteurs de projets sur le terrain à obtenir des résultats». Même si les villages intelligents reposent essentiellement sur l'esprit d'initiative des habitants des zones rurales, les pouvoirs publics régionaux et locaux peuvent créer un environnement propice à leur activité. Le présent numéro de la *Revue rurale de l'UE* étudie les villages intelligents sous l'angle de l'innovation sociale et de l'innovation numérique dans le domaine des services ruraux. Les initiatives susceptibles de stimuler l'économie et les entreprises rurales ont déjà été examinées lors de précédents numéros. Ce chapitre se penche sur des approches de villages intelligents instaurées en Europe et plus particulièrement centrées sur les services ruraux. Bon nombre de ces initiatives n'en sont qu'à leurs balbutiements, même si l'élan est de plus en plus important. Il est pourtant possible d'en tirer les premiers enseignements.

CRÉER DES SERVICES RURAUX DURABLES

PANORAMA DES APPROCHES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE QUATRE EXEMPLES INSPIRANTS

CRÉER DES SERVICES RURAUX DURABLES

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) soutient que «la prestation de services de qualité dans les zones rurales a été au centre des débats politiques, ces dernières années»⁽¹⁾. Elle estime que même si la majorité de ses pays membres se sont remis de la crise financière, les budgets publics restent comprimés. Les coûts liés à la prestation de certains services étant plus élevés dans les zones rurales que dans les villes, ces derniers sont particulièrement touchés par les coupes budgétaires à l'échelle mondiale.

En revanche, l'OCDE indique que «les communautés rurales ne peuvent subsister sans des services publics adaptés et capables de répondre aux besoins des habitants. L'accessibilité aux établissements scolaires, aux services de santé, à l'aide sociale et à d'autres services de ce type est essentielle pour le bien-être des habitants des campagnes

DE NOUVEAUX TYPES DE PRESTATION DE SERVICES RURAUX

1. Prestation de services intégrés, notamment:

- *regroupement* de plusieurs services au sein d'un même bâtiment ou espace;
- *collaboration* entre les prestataires de services en ce qui concerne l'information, l'administration, la formation, etc.;
- *coopération* entre des équipes de professionnels en vue de fournir davantage de services groupés;
- *coproduction* entre les organismes publics, privés et communautaires, et en particulier *les solutions à l'échelle de la collectivité*.

2. Méthodes de prestation alternatives et plus flexibles, notamment:

- *services mobiles*: faire venir les services auprès des populations;
- *modèles en étoile*: les services sont fournis régulièrement de manière centralisée, mais des services de proximité moins réguliers ou moins complets sont offerts dans les zones plus reculées;
- *nouveaux services plus performants adaptés aux besoins locaux* (qualité, marketing, création de nouvelles approches en matière de service).

3. Solutions numériques (*)

(*) L'OCDE inclut les solutions numériques comme une alternative possible, à l'instar des services mobiles, mais étant donné leur nature horizontale et leur importance croissante pour les villages intelligents, elles sont abordées séparément au chapitre 4.



(1) Garantir le fonctionnement des services publics pour les communautés rurales, 20^e réunion du groupe de travail sur la politique rurale, 5 décembre 2017. Voir également le document de l'OCDE intitulé «Strategies to Improve Rural Service Delivery» (Stratégies pour améliorer la prestation de services en milieu rural), 2010:

<http://dx.doi.org/10.1787/9789264083967-en>

OCDE, «Perspectives régionales 2016», 2016: <https://regions20.org/wp-content/uploads/2016/08/OECD-Regional-Outlook-2016.pdf>

RECOMMANDATIONS DE L'OCDE RELATIVES AUX SERVICES RURAUX (*)

1. L'offre de services ruraux devrait être conçue pour correspondre aux caractéristiques et aux ressources des différentes régions rurales.
2. Les objectifs en matière d'équité et d'efficacité doivent être équilibrés de manière judicieuse.
3. Des contrats novateurs entre les zones rurales et les zones urbaines devraient orienter la prestation des services.
4. Les pouvoirs publics devraient passer d'une logique de dépenses à une logique d'investissements.
5. Une gouvernance efficace et inclusive est essentielle à la prestation de services en milieu rural. Cela signifie:
 - reconnaître le rôle de catalyseur plus stratégique des niveaux supérieurs de l'administration;
 - faciliter la mise en commun des connaissances et la prise de décision;
 - impliquer les collectivités locales;
 - généraliser le «test rural».

(*) OCDE, «Innovative Service Delivery: Meeting the challenges of Rural Regions» (Prestation de services novatrice: relever les défis des régions rurales), 2008.

et pour la résilience économique et sociale de ces communautés».

Le groupe thématique du REDR sur les villages intelligents a fourni les informations supplémentaires suivantes (2).

L'ouverture de marchés de services publics peut contribuer à maintenir les services dans les zones rurales. Dans de nombreux pays, la législation a souvent donné lieu à un processus de sous-traitance. De nombreuses tâches, telles que le déneigement, sont susceptibles d'être assurées plus efficacement par un agriculteur que par la municipalité. De la même manière, les habitants d'un village sont souvent en mesure d'assurer des soins plus efficaces pour les seniors et les personnes handicapées que les agences d'aide à la personne qui doivent parcourir de longues distances.

Il peut être souhaitable de **transférer un service public à un prestataire du secteur tertiaire**. Qu'il s'agisse d'associations de logement social ou de bibliothèques hébergées par des ONG nouvellement créées, c'est désormais un prestataire indépendant du secteur tertiaire qui est souvent privilégié. Par

exemple, en fondant une association caritative, YouthBorders (3) a pu augmenter considérablement le financement disponible et améliorer le soutien apporté aux jeunes des Scottish Borders.

L'OCDE estime qu'il est essentiel «d'adopter une perspective géographique pour organiser et fournir ces services», en étudiant de manière globale les types de peuplements, les tendances en matière de migration et de mobilité et les autres liens entre les villes, les villages et les différents types de zones rurales. Elle suggère de planifier de manière proactive l'emplacement et la forme de

certains services publics clés, notamment l'éducation et la santé, afin qu'ils servent de catalyseur du développement rural, plutôt que de frein, tout en garantissant le meilleur accès possible au plus grand nombre.

Bien qu'il existe de nombreux exemples intéressants en matière de prestation de services ruraux, il reste encore du chemin à parcourir dans la plupart des pays. Dans une étude sur les services ruraux en Europe, le Dr Sarah Skerratt (4) fait valoir que «là où il existe des interventions nationales fortes, il est possible d'aborder les services ruraux de manière relativement cohérente». Mais malgré les recommandations formulées ci-dessus, dans la plupart des autres cas, les services ruraux continuent d'être compartimentés dans des budgets sectoriels; de relever de projets ou d'interventions pilotes à court terme; d'être soumis aux priorités et aux changements politiques; ou d'être organisés de manière incohérente.

S'inscrivant dans cette perspective, le Sommet de l'innovation agricole qui s'est tenu à Lisbonne en 2017 a recommandé «d'améliorer le ciblage et la coordination dans le cadre d'une planification stratégique ascendante et de vérifier la compatibilité de toutes les politiques et de tous les flux de financement avec les intérêts des zones rurales. Cela permettra de mieux cerner les besoins locaux en matière de prestation de services dans les zones rurales et de cibler les interventions conformément aux différentes politiques» (5).



© Nigel Tardymehondo, Unsplash

(2) https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_briefing_business-models.pdf

(3) www.youthborders.org.uk

(4) Sarah Skerratt, chercheuse principale, Rural Society Research, «Rural Services: European Policies and experiences» (Services ruraux: politiques et expériences européennes).

(5) www.aislisbon2017.com

PANORAMA DES APPROCHES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES

Le REDR a mené une étude exploratoire visant à recenser les initiatives en matière de services ruraux aux niveaux national et local ⁽⁶⁾. Cette étude a confirmé que, dans la plupart des pays, il existe un réseau complexe de stratégies sectorielles pour différents services, qui ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Cependant, elle a montré que pour les services ruraux, les approches géographiques intégrées sont l'exception plutôt que la règle.

L'étude exploratoire a permis de déterminer que plusieurs États membres de l'UE élaborent actuellement des stratégies et des projets pilotes dans le domaine des services ruraux, qui partagent les caractéristiques des villages intelligents, même s'ils n'emploient pas nécessairement la même terminologie.

Ces exemples ont été complétés par les informations recueillies dans le cadre des travaux du groupe thématique du REDR ⁽⁷⁾. En général, ces stratégies et ces projets répondent à un ou plusieurs des trois enjeux suivants:

- **L'exode rural.** Les stratégies concernées portent principalement sur le départ des jeunes et le dépeuplement de certaines zones rurales, notamment le nord de la Finlande, la Suède et l'Écosse, les régions intérieures de nombreux pays d'Europe méridionale (Italie, Espagne, Portugal, Grèce et le centre de la France) et l'émigration des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ainsi que des pays baltes. De nombreuses stratégies combinent des mesures visant à promouvoir le développement économique et

l'emploi et des actions destinées à soutenir l'amélioration ou l'innovation en matière de prestation de services, généralement dans des domaines tels que l'éducation, la mobilité, l'emploi, la santé et l'énergie.

- **Le fossé entre les zones rurales et urbaines et la concentration géographique des services.** Même lorsque la population des zones rurales est stable ou augmente, les coupes dans les services publics, la centralisation, l'utilisation croissante des voitures et le déclin des transports publics peuvent entraîner la disparition des services publics et privés au sein des collectivités rurales.
- **Promouvoir la transformation numérique des zones rurales.** Ces stratégies mettent particulièrement l'accent sur la création d'infrastructures

STRATÉGIES NATIONALES ET RÉGIONALES DESTINÉES À REVITALISER LES SERVICES RURAUX

L'exode rural

- **Stratégie italienne en faveur des régions intérieures:** cette stratégie nationale intégrée en faveur du développement socio-économique des régions intérieures concerne 1,3 millions de personnes relativement éloignées des centres de services. Elle comprend quatre stratégies pilotes territorialisées et financées par diverses sources qui mettent l'accent sur le soutien en faveur de l'innovation dans les services locaux.
- **Services dans les zones périphériques et les zones rurales en Suède:** cette stratégie soutient des actions visant à favoriser l'accessibilité des services privés et publics.
- **La loi espagnole en faveur du développement durable des zones rurales:** il s'agit d'une approche intégrée visant à soutenir les infrastructures rurales, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et un large éventail de services ruraux, ainsi que le développement économique. Cette loi était inappliquée pendant la crise financière, mais elle a récemment été réactivée. Le gouvernement espagnol élabore aussi une stratégie de lutte contre le dépeuplement des campagnes.

Le fossé entre les zones rurales et urbaines et la concentration géographique des services

- **En France, les «contrats de réciprocité»** sont des contrats établis entre des métropoles et leurs territoires

ruraux environnants, qui visent à améliorer la durabilité des services ruraux et de l'environnement rural, ainsi que le développement économique.

- **La stratégie de «conception des services» en Flandre, en Belgique,** vise à améliorer le transport et la mobilité dans les communes belges de Flandre occidentale en associant les citoyens aux processus décisionnels.
- **L'initiative de résilience sociale dans la région du Brabant, aux Pays-Bas,** soutient les réseaux d'apprentissage et les initiatives citoyennes.

Promouvoir la transformation numérique des zones rurales

- **L'étude «Smart Countryside» (Campagne intelligente) en Finlande** fournit une analyse complète des enjeux et des perspectives du passage au numérique des services ruraux en Finlande. L'intention est de mettre au point des actions pilotes en faveur de l'innovation dans une série de services ruraux.
- **L'initiative «Villages numériques» en Allemagne** associe des initiatives pilotes menées dans trois villages en vue de mettre au point des solutions numériques pour les services ruraux.
- **Les programmes numériques de plusieurs pays tels que l'Allemagne, l'Espagne, la Lettonie et la Suède** sont dotés ou envisagent de se doter d'actions spécifiques en faveur des zones rurales et des services ruraux.

⁽⁶⁾ Plus de 90 stratégies et plus d'une centaine de projets ont été recensés en 2017 (tous ne concernent pas les villages intelligents): https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg_smart-villages_scoping-work-plan_draft.pdf

⁽⁷⁾ https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages_en

haut débit et sur l'amélioration de l'utilisation des possibilités offertes par le numérique au moyen de pôles numériques ruraux, d'espaces de travail collaboratif et de cours de formation s'adressant aux citoyens et aux entrepreneurs. Certaines des stratégies les plus prometteuses soutiennent des innovations numériques pilotes destinées à des services spécifiques ou à l'ensemble du village.

Comme le détaille le chapitre 5 de la présente publication, les programmes de développement rural (PDR) jouent un rôle dans certaines stratégies, en particulier la mesure 19 pour l'approche LEADER/développement local participatif et la mesure 7 pour les services de base et la rénovation des villages. Cependant, ces programmes sont généralement associés à d'autres fonds de l'UE, tels que le Fonds européen

de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), ainsi qu'à des fonds nationaux.

L'étude exploratoire du REDR a recensé des stratégies intéressantes pour stimuler la prestation de services (dont certaines sont présentées dans l'encadré de la page 19).

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE QUATRE EXEMPLES INSPIRANTS

Le groupe thématique (GT) du REDR étudie des approches visant à revitaliser les services ruraux grâce à l'innovation numérique et sociale et réfléchit à la manière dont les PDR peuvent soutenir au mieux les villages intelligents. Les travaux du GT ont révélé la façon dont le déploiement d'outils des technologies de l'information et de la communication (TIC), les actions et les projets citoyens permettent d'améliorer et de pérenniser les services ruraux essentiels, tels que la santé, les services sociaux, l'éducation, l'énergie, les transports et le commerce de détail. Quelques bons exemples illustrant comment créer des zones rurales dynamiques, durables et attrayantes sont décrits ci-après.

1. Stratégie italienne en faveur des régions intérieures

Au cours de la période de programmation 2014-2020, l'Italie a mis en place une nouvelle politique intégrée appelée «Stratégie nationale en faveur des régions intérieures (NSIA)»⁽⁸⁾. Les régions intérieures italiennes sont des zones rurales qui se caractérisent par leur éloignement des principaux centres de services. Ces zones abritent 23 % de la population du pays (soit 13,5 millions d'habitants) et couvrent 60 % du territoire national (soit 4 261 municipalités).

La NSIA se concentre sur les régions intérieures les plus périphériques et ultrapériphériques où le déclin démographique et le vieillissement de la population sont les plus prononcés. L'objectif est de favoriser la création

d'emplois et l'inclusion sociale et d'inverser la tendance du déclin démographique. Cette stratégie repose sur quatre innovations principales:

- l'investissement simultané pour améliorer les services (principalement dans le cadre de la politique nationale) et le développement économique (impliquant des fonds de l'UE);
- une dimension nationale et une gouvernance à plusieurs niveaux (à l'échelon national, régional, municipal et intercommunal);
- une approche associant plusieurs fonds (Feader, FEDER, FSE combinés à des fonds nationaux); et
- une approche participative pour le développement local.

Fin avril 2017, 71 zones pilotes avaient été sélectionnées, correspondant à 1 066 municipalités. Les zones sélectionnées étaient en général assez petites, avec environ 29 000 habitants. Le budget moyen disponible s'élève à 17,4 millions d'euros par zone, un

montant supérieur au budget moyen des groupes d'action locale (GAL) en Italie. Les régions intérieures et les GAL se chevauchent fréquemment.

Principaux enseignements:

- Les PDR peuvent contribuer à la stratégie en faveur des régions intérieures, au moyen de mesures LEADER ou d'autres actions ou en les combinant.
- Le renforcement des capacités qui a été mis en œuvre dans les GAL est essentiel pour concevoir une stratégie de qualité.
- Les synergies peuvent être positives lorsque les GAL participent directement à la conception et à la mise en œuvre de la stratégie.
- Il est possible d'obtenir des effets plus larges et plus novateurs en intégrant la stratégie et les stratégies de développement local LEADER à des partenariats à l'intérieur de la zone, en mettant l'accent sur l'accès aux services et les GAL en matière de développement local.

QUATRE EXEMPLES INSPIRANTS DE VILLAGES INTELLIGENTS

1. La stratégie en faveur des régions intérieures, en Italie, qui vise à lutter contre l'exode rural.
2. Les «contrats de réciprocité» en France qui ont pour objectif d'établir des liens entre les zones rurales et les zones urbaines.
3. L'initiative «Smart Countryside» (Campagne intelligente) en Finlande pour faire face à la dépopulation et examiner la transition numérique.
4. L'initiative «Villages numériques» en Allemagne qui cherche à tirer parti de la transition numérique.

⁽⁸⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg_smart-villages_case-study_it.pdf

EXEMPLES DE SOUTIEN EN FAVEUR DE L'INNOVATION DANS LES SERVICES RURAUX

Ce sont des fonds nationaux qui permettent de financer les investissements dans l'innovation pour les services locaux. Parmi les actions financées figurent :

- une initiative communautaire de covoiturage à Val Maira (Piémont) qui est gérée par une coopérative citoyenne locale et qui utilise une plateforme internet;
- des cours en vidéoconférence multisites dans les établissements d'enseignement secondaire de Beigua Sol (Ligurie) et Piacenza-Parma Apennine (Émilie-Romagne);
- la mise en place dans les pharmacies locales de Matese (Molise) de technologies intelligentes permettant au personnel hospitalier d'effectuer des diagnostics à distance;
- des dispositifs intelligents permettant aux habitants de surveiller les glissements de terrain et de renforcer la protection civile dans les Madonies (Sicile).

- Le fait que les règles varient en fonction de la provenance des fonds (européens ou nationaux) peut compliquer l'intégration des stratégies de LEADER et de la stratégie en faveur des régions intérieures.

2. Les contrats de réciprocité en France

En 2015, la France a lancé un programme expérimental de promotion de la coopération intercommunale, appelé «contrats de réciprocité ville-campagne» ⁽⁹⁾. L'objectif est de combler le fossé qui existe entre les zones urbaines et les zones rurales en favorisant des partenariats gagnant-gagnant dans des domaines d'intérêt commun.

Quatre partenariats territoriaux ont été retenus lors de la première phase du projet; Brest métropole et le Pays du Centre Ouest Bretagne ont été les premiers à signer officiellement un contrat ensemble. Brest cherche à renforcer sa compétitivité à moyen et long terme, tandis que le Pays du Centre Ouest Bretagne privilégie la fourniture de services de santé et la recherche de nouveaux marchés pour son secteur du bois qui est en plein essor.

Désormais, ces deux zones collaborent afin de soutenir des projets novateurs articulés autour de quatre grands axes: le développement économique; l'inclusion sociale; la santé, la culture et les services; l'environnement et la

transition énergétique. Pour chaque axe, les autorités locales et les habitants ont contribué à l'élaboration d'une feuille de route commune qui a été officiellement adoptée en novembre 2016. Une enveloppe de 2 millions d'euros a ensuite été prévue dans le contrat-cadre pluriannuel validé par l'État et la région Bretagne jusqu'en 2020.

Un an après la signature du contrat, la coopération produisait déjà des résultats tangibles puisqu'une trentaine de projets étaient en cours. Parmi les exemples de projets, citons un pôle audiovisuel et des initiatives en matière de santé et de bioénergie ⁽¹⁰⁾.

Principaux enseignements:

- Une structure de gouvernance adaptée a été nécessaire pour assurer la réussite de l'initiative. C'est l'agence d'urbanisme de Brest qui en a assumé la responsabilité.
- Les accords relatifs aux mécanismes de financement ont également été essentiels. Ces mécanismes comprenaient des contributions financières de la région, de l'État et de l'UE.
- L'association initiale a également constitué un facteur de réussite essentiel. Cette association doit aller au-delà des alliances politiques et les collectivités locales doivent participer activement afin de concevoir une vision commune et une stratégie de développement à long terme.

3. L'initiative «Campagne intelligente» en Finlande

La transition numérique figure parmi les priorités du gouvernement finlandais. En 2016, celui-ci a mené une étude ⁽¹¹⁾ intitulée «Campagne intelligente» afin d'étudier les défis auxquels les zones rurales sont confrontées et les possibilités qu'offre la transition numérique. Cette étude avait pour objectif d'explorer les possibilités de développement et de diversification des services ruraux par l'intermédiaire de la transition numérique et de l'expérimentation.

Cette étude a révélé que les habitants et les entreprises des zones rurales sont ouverts et prêts à utiliser les services numériques. La transition numérique peut rapprocher les services du client, réduire les coûts et avoir une incidence majeure sur les zones rurales où les changements structurels sont rapides et les distances par rapport aux services physiques augmentent.

Cependant, tous les citoyens et toutes les entreprises n'ont pas la volonté d'utiliser les possibilités offertes par la transition numérique ou ne disposent pas des compétences pour le faire. Il est donc important de familiariser les populations avec les outils numériques et d'investir pour renforcer leurs capacités d'utilisation de ces services et les y inciter.

Cette étude a fourni une série de recommandations visant à améliorer l'innovation numérique dans les services ruraux. Ces recommandations sont désormais intégrées aux programmes existants et aux nouveaux programmes, par exemple une aide sur mesure au titre des mesures 7 (services de base) et 19 (LEADER/développement local participatif) du PDR, la stratégie nationale en faveur du haut débit et la décision gouvernementale de 2017 relative à la transition numérique en milieu rural.

Par exemple, le GAL Pohjoisin Lappi en Laponie, en Finlande, a réalisé une étude préliminaire afin d'examiner la prestation de services médicaux numériques dans

⁽⁹⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg_smart-villages_case-study_fr.pdf

⁽¹⁰⁾ Voir pages 3 et 4: https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg_smart-villages_case-study_fr.pdf

⁽¹¹⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg_smart-villages_case-study_fi.pdf

les zones reculées au moyen d'un kiosque de services de santé doté d'un équipement de diagnostic (par exemple, analyses de laboratoire et contrôle de la tension artérielle) dont les patients peuvent se servir seuls. Le kiosque est également pourvu d'une connexion vidéo avec une infirmière ou un médecin. Les résultats ont été positifs, mais il est clairement apparu qu'un service plus diversifié et plus complexe était nécessaire pour favoriser l'utilisation des services numériques.

L'initiative intitulée «Capacités pour prendre le virage numérique» (Valmiudet digiloikkaan) est un projet d'un an financé par le GAL Jokivarsikumppanit. Il a pour objectif de renforcer les capacités des entreprises locales, des ONG et des citoyens à utiliser les services numériques. Le projet combine des actions de formation, d'information et de démonstration. Parmi les sujets abordés figurent la vidéoconférence pour les entreprises, le marketing sur les réseaux sociaux, le référencement dans les moteurs de recherche, la sécurité des informations, l'utilisation des services numériques chez les personnes âgées et la réalité virtuelle au service du télétravail.

Principaux enseignements:

- Pour réduire le risque d'exclusion numérique (en raison de la région, de l'âge, du niveau de scolarité, des revenus, etc.), il est nécessaire de soutenir le fonctionnement de la communication de données (haut débit) et la formation des personnes dont le niveau de compétences numériques est faible.
- Lors de la création des services numériques destinés aux zones rurales, il convient de faire en sorte que les solutions soient fondées sur les connaissances locales et les besoins locaux. Le secteur public joue ici un rôle essentiel concernant la création des plateformes et l'accès à l'information et aux bonnes pratiques.
- Il est important d'évaluer les avantages économiques de la transition numérique, d'encourager davantage d'entreprises à faire passer leurs services à l'ère numérique et de



© Maaseutu.fi

s'assurer que les populations en tirent des avantages.

- Il convient de rechercher des solutions novatrices afin de répondre aux enjeux locaux (mobilité, soins de santé, etc.) dans le cadre d'expériences locales.

4. L'initiative «Villages numériques» en Allemagne

Le projet «Villages numériques» mené dans l'État de Rhénanie-Palatinat, en Allemagne ⁽¹²⁾, teste une approche globale en matière de transition numérique pour les services ruraux dans trois zones pilotes: les associations de collectivités d'Eisenberg, Göllheim et Betzdorf-Gebhardshain.

Lancé en 2015 par le ministère de l'intérieur et des sports de Rhénanie-Palatinat et l'Institut Fraunhofer de génie logiciel expérimental (IESE), ce projet se poursuivra jusqu'en 2019, avec un budget total d'environ 4,5 millions d'euros. La création d'une plateforme numérique commune vise à élaborer et à tester de nouvelles solutions dans les domaines de la fourniture de biens locaux, de la communication, de la mobilité et de l'administration en ligne.

Ce projet comporte cinq objectifs principaux:

- l'innovation au sein d'un écosystème rural intelligent;
- l'élaboration de solutions intersectorielles;
- l'instauration d'une culture de la collaboration entre les acteurs locaux;
- la mise en place de solutions durables;

- la création de solutions numériques dont le coût est abordable.

La mise en œuvre du projet «Villages numériques» repose sur une approche de «laboratoire vivant». Au cours de la première phase, des concepts et des solutions concrètes font l'objet de discussions avec les habitants locaux et d'autres intervenants. Puis, des prototypes sont mis au point, lesquels sont élaborés avec l'aide de ces intervenants jusqu'à la mise au point de solutions numériques spécifiques, principalement sous la forme d'applications mobiles ou de services web numériques. Parmi les exemples de services développés à ce jour, citons un marché en ligne doté d'un système de livraisons volontaires et un portail d'informations locales.

Principaux enseignements:

- Pour mener à bien un projet dans le domaine de la transition numérique, il convient dans un premier temps de mettre en place une infrastructure favorisant l'innovation, ce qui nécessite l'intervention d'équipes interdisciplinaires et des populations locales des zones rurales concernées.
- La créativité et les bonnes idées sont essentielles. La recherche d'initiatives et de projets existants peut constituer une bonne source d'inspiration.
- La création, à un stade précoce, de prototypes qui répondent spécifiquement aux besoins des habitants, donne des résultats positifs.
- Il est essentiel d'impliquer les personnes influentes à l'échelon local et de fournir des modèles de participation flexibles aux habitants.

⁽¹²⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_case-study_de.pdf



3. Tirer parti de l'innovation sociale

© Pixabay, Pexels

L'article précédent a étudié la façon dont les pouvoirs publics régionaux et nationaux pouvaient soutenir les initiatives de villages intelligents permettant de fournir des services ou de les améliorer, dans le cadre de politiques et de programmes descendants et avec une mise en œuvre au plan local.

Le présent article étudie la manière dont les collectivités peuvent prendre elles-mêmes des initiatives, afin de répondre directement aux perspectives et aux besoins locaux. Ces types d'initiatives ascendantes ou citoyennes sont multiples et variés. Cependant, le potentiel d'innovation des actions menées par les collectivités ne peut être pleinement exploité que lorsque l'énergie locale bénéficie du soutien d'un cadre politique qui favorise la créativité inhérente aux approches ascendantes.

LA RÉSILIENCE DES COLLECTIVITÉS

L'INNOVATION SOCIALE AU SERVICE DE LA REVITALISATION DES SERVICES RURAUX

L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT COMME MOTEUR DE L'INNOVATION

LES OBSTACLES À L'INNOVATION CITOYENNE

UN CADRE FAVORABLE

LA RÉSILIENCE DES COLLECTIVITÉS

Par le passé, les villes étaient souvent qualifiées de « locomotives du développement économique et les zones rurales de wagons entraînés dans le sillage de la grande métropole moderne »⁽¹⁾.

Cependant, il est apparu que les zones rurales ont leur propre dynamique et constituent des sources d'innovation importantes. Comme le stipule la déclaration de Cork 2.0, « il importe de mieux reconnaître le potentiel existant en milieu rural pour apporter des solutions innovantes, inclusives et durables aux défis sociétaux actuels et futurs, tels que la prospérité économique, la sécurité alimentaire, la lutte contre les changements climatiques, la gestion des ressources, l'inclusion sociale et l'intégration des migrants ».

Les projets de recherche tels que SIMRA⁽²⁾ (Innovation sociale dans les zones rurales marginalisées) et les réseaux tels qu'ECOLISE⁽³⁾ démontrent que c'est exactement ce que font des milliers de villages et de zones rurales. Ils réaffirment l'existence de villages intelligents qui sont simplement des lieux où les populations locales mettent en commun leur intelligence et leurs ressources afin de concevoir et d'élaborer des solutions novatrices pour répondre aux enjeux urgents sur le plan local et mondial. Ce faisant, ils s'engagent dans différentes formes d'innovation sociale.

Dans les communautés rurales de toute l'Europe, des informations indiquent que l'énergie et l'ingéniosité au niveau local, associées aux technologies disponibles, permettent de parvenir à répondre à des besoins fondamentaux dans des domaines tels que les transports, les services sociaux ou l'éducation, mais aussi à des préoccupations et des menaces dans des domaines tels que l'environnement et les changements climatiques, qui ont une dimension à la fois locale et mondiale.

Nombre de ces interventions citoyennes se sont avérées incroyablement efficaces pour résoudre des problèmes profondément enracinés et difficiles à résoudre autrement, et pour inverser les tendances en matière de déclin démographique, de chômage, de dégradation de l'environnement et de qualité de vie. C'est particulièrement vrai dans les situations où l'action de la collectivité bénéficie du soutien des politiques et des initiatives publiques qui reconnaissent et favorisent une approche ascendante, et est en phase avec ces politiques et initiatives.

Toutefois, la politique accuse du retard et ne parvient pas à suivre le rythme des évolutions sur le terrain. Les obstacles et les contraintes sont de plus en plus évidents. Ils sont souvent attribuables à un décalage entre les interventions locales et les politiques et programmes élaborés à d'autres niveaux.

« Les innovations sociales sont des innovations dont le caractère social concerne aussi bien les fins que les moyens. En d'autres termes, il s'agit d'innovations qui sont positives pour la société mais qui permettent aussi d'améliorer sa capacité d'action. »⁽⁴⁾

En l'absence d'un environnement politique favorable, il existe un risque réel que l'occasion de bénéficier d'un engagement citoyen plus large et de l'innovation sociale soit manquée, ce qui rendra un changement positif de plus en plus difficile au niveau local. Le défi consiste donc à créer un environnement favorable pour les villages intelligents : en renforçant les capacités et en fournissant des outils pour la planification citoyenne ; en éliminant les obstacles législatifs et administratifs ; et en intégrant le recours à des programmes de développement rural (PDR) à d'autres fonds européens et nationaux, tout en exploitant les occasions de tirer parti des financements privés.

CHAMP D'APPLICATION

Alors que lors des deux précédents numéros, la *Revue rurale de l'UE* s'est intéressée aux initiatives visant à stimuler l'économie et les entreprises en milieu rural — voir « Des chaînes d'approvisionnement intelligentes et compétitives pour les produits alimentaires et les boissons » (n° 22) et « Réinventer les opportunités commerciales en milieu rural » (n° 24) —, le présent numéro met l'accent sur la prestation de services ruraux.

⁽¹⁾ Mark Schucksmith, « New Labour's countryside: rural policy in Britain since 1997 » (La campagne du New Labour: politique rurale en Grande-Bretagne depuis 1997), 2008: <http://press.uchicago.edu/ucp/books/book/distributed/N/bo13438809.html>

⁽²⁾ L'initiative SIMRA est un projet financé au titre du programme pour la recherche et l'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne: www.simra-h2020.eu

⁽³⁾ ECOLISE, le Réseau européen pour les initiatives citoyennes locales sur le changement climatique et le développement durable, est une coalition de réseaux nationaux et internationaux: www.ecolise.eu

⁽⁴⁾ Commission européenne, « Social innovation: A Decade of Changes » (Innovation sociale: une décennie de changements), 2010: http://espas.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/social_innovation_decade_of_changes.pdf

L'INNOVATION SOCIALE AU SERVICE DE LA REVITALISATION DES SERVICES RURAUX

La prestation de services est le secteur qui connaît la croissance la plus rapide dans le monde, mais il existe une anomalie dans de nombreuses zones rurales où la prestation de services a connu un déclin au cours des dernières décennies. Les petites entreprises ont mis la clé sous la porte, les grandes entreprises ont fermé des succursales dans les villages (banques, bureaux de poste, etc.), les compressions dans le secteur public entraînent une baisse ou une centralisation des services, et la privatisation de certains services (logement, bibliothèques, services sociaux) menace leur disponibilité dans les zones reculées.

Dans ce contexte, les collectivités sont souvent tenues d'intervenir elles-mêmes afin de tenter de combler ces lacunes, en menant des actions dans des domaines aussi variés que le logement, les transports et la mobilité, les services sociaux, les services bancaires, la formation, l'énergie, le recyclage et le développement économique. Le facteur déclencheur de ce type de réponse citoyenne est variable. Il peut aussi bien s'agir de la fermeture d'un service essentiel (école, poste, magasin, service d'autobus) que d'une baisse marquée de la qualité d'un service, les services

sociaux par exemple, ou même parfois du constat d'une menace ou d'une perspective inexploitée.

Dans le village de Braemar, en Écosse, par exemple, la communauté locale a constaté que les personnes âgées et les personnes handicapées devaient attendre longtemps avant de pouvoir bénéficier des services sociaux, car les travailleurs sociaux étaient obligés de parcourir de longues distances. En outre, les travailleurs sociaux étaient souvent remplacés par du personnel intérimaire qui ne faisait jamais vraiment la connaissance des clients. Par conséquent, la collectivité a négocié un accord selon

lequel elle gérerait elle-même le budget des services sociaux et emploierait des citoyens locaux pour s'occuper des personnes qu'ils connaissaient déjà.

La perte ou le déclin d'un service important ou l'identification d'une possibilité ne sont pas nécessairement suffisants pour catalyser l'innovation sociale. Certaines conditions favorables sont nécessaires pour que les collectivités agissent. Les principales sont le leadership et le capital social⁽⁵⁾, ainsi que l'existence de liens et d'un climat de confiance suffisants entre les populations locales afin de soutenir l'action collective. Dans certaines



© Kinderbetreuung

APPRENDRE-GRANDIR-VIVRE AVEC DES AGRICULTRICES

L'agriculture sociale consiste à utiliser à court ou long terme des ressources agricoles, telles que des espèces animales et végétales, en vue de promouvoir et de générer des services sociaux en milieu rural. Parmi ces services figurent la réinsertion, la thérapie, l'emploi protégé, l'éducation et la formation tout au long de la vie ainsi que d'autres activités contribuant à l'inclusion sociale.

En Italie, le projet «Apprendre-grandir-vivre avec des agricultrices» (*Mit Bäuerinnen lernen-wachsen-leben*), mis en œuvre dans la province de Bolzano, constitue une initiative intéressante en matière d'agriculture sociale. Créée en 2007, cette coopérative compte plus d'une centaine de mères qui proposent des services flexibles de garde d'enfants sur leurs exploitations en intégrant de manière directe les ressources agricoles et l'environnement en tant qu'éléments pédagogiques.

Certains membres de la coopérative proposent également à des écoliers des activités éducatives en rapport avec l'agriculture. La coopérative élargit sans cesse ses activités sur le territoire et prévoit également d'étendre les activités liées à l'agriculture sociale aux personnes handicapées, en organisant des séjours sur des exploitations agricoles avec des soins spécifiques et des activités autour de l'horticulture et de la zoothérapie.

En 2014, elle a également commencé à prendre en charge les personnes âgées, en réponse au vieillissement de la population locale. Aujourd'hui, 32 exploitations agricoles proposent ces services sur demande. La coopérative a bénéficié d'un soutien du Fonds social européen (FSE).

www.kinderbetreuung.it

⁽⁵⁾ Tandis que le capital physique fait référence aux objets physiques et que le capital humain est lié aux qualités des individus, le capital social concerne les liens entre les individus, les réseaux sociaux et les normes de réciprocité et de fiabilité qui en découlent. Robert Putnam, «Social capital and civic community» (Capital social et communauté civique), 2000: http://infed.org/mobi/robert-putnam-social-capital-and-civic-community/#_Social_capital

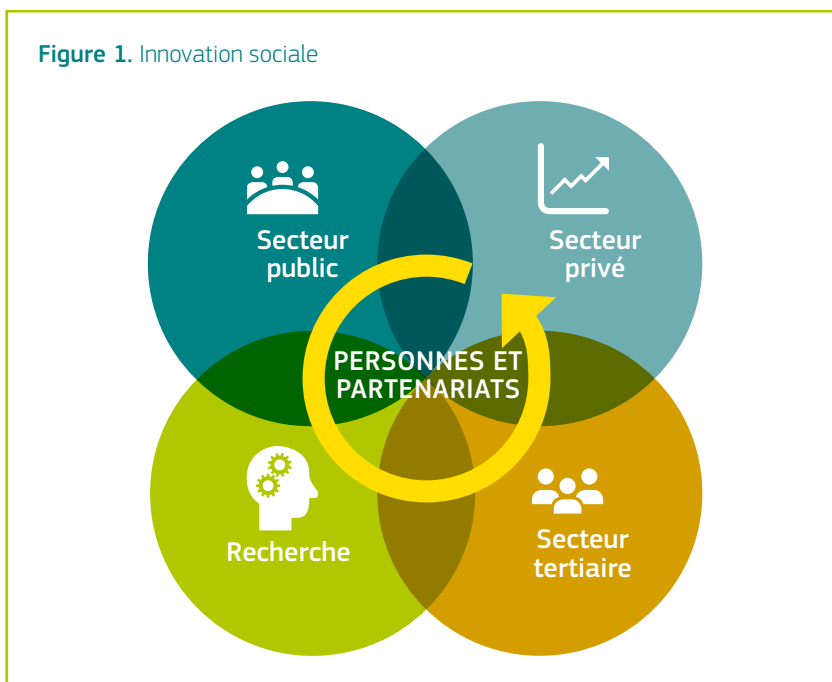
régions, il existe déjà un niveau élevé de capital social qui s'est développé sur plusieurs années. Dans d'autres zones, des mesures et des processus visant à soutenir le leadership et à renforcer la confiance et les capacités peuvent être nécessaires avant d'entreprendre des projets plus ambitieux.

L'appui institutionnel est également important pour la mise en place, la réussite et la viabilité à long terme des initiatives citoyennes. Au cours des dernières décennies, par exemple, les marchés publics ont joué un rôle important pour stimuler l'innovation sociale ainsi que la création et le développement des entreprises sociales⁽⁶⁾. Cependant, il est également nécessaire de disposer d'un soutien plus large du secteur public.

Bien qu'il n'existe pas de modèle d'innovation sociale unique dans le domaine de la prestation de services ruraux, tout semble indiquer qu'il convient de procéder à une évaluation critique des ressources locales⁽⁷⁾ et de parvenir à la juste combinaison d'initiatives publiques, privées, de recherche ou de la société civile. Les possibilités en matière d'innovation sociale existent au croisement entre les modèles de prestation de services⁽⁸⁾.

Les études de cas que le groupe thématique du REDR a analysées

Figure 1. Innovation sociale



mettent en évidence plusieurs scénarios possibles en matière d'innovation sociale:

- dans les zones rurales à capital social élevé (et présentant une réglementation souple), des investissements communautaires directs ont été réalisés dans des ressources locales stratégiques (énergie, haut débit, transports, services sociaux). De tels investissements s'appuient sur des sources de financement et de la main-d'œuvre

provenant de la collectivité et les fonds excédentaires que ces ressources génèrent sont réinvestis dans d'autres activités économiques et sociales [par exemple, les associations de développement des collectivités en Angleterre et en Écosse⁽⁹⁾ ou les coopératives d'énergies renouvelables en Allemagne et au Danemark];

- dans certaines zones rurales, ce sont des municipalités novatrices qui sont à l'origine de l'initiative [par exemple, les centres multiservices en Flandre⁽¹⁰⁾ et en Finlande];
- dans d'autres cas, l'initiative vient de la recherche [c'est le cas par exemple des villages numériques en Allemagne⁽¹¹⁾].

Cependant, dans tous les cas, ce sont **les personnes qui sont au centre** de ces initiatives et les villages intelligents cherchent généralement à tirer parti du meilleur modèle de prestation de services par l'intermédiaire de partenariats et de réseaux.



© Clough Jordan Ecovillage

⁽⁶⁾ Voir des exemples de marchés au chapitre 4 de la *Revue rurale de l'UE* n° 22 intitulé «L'accès au marché public des produits alimentaires»: https://enrd.ec.europa.eu/publications/eu-rural-review-22-smartand-competitive-food-and-drink-supply-chains_en

⁽⁷⁾ Exposé du REDR intitulé «Co-designing and co-planning village services» (Conception et planification conjointes des services pour les villages), 2018: https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_briefing_services.pdf

⁽⁸⁾ Exposé du REDR intitulé «Business models for rural services» (Modèles économiques pour les services ruraux), 2018: https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_briefing_business-models.pdf

⁽⁹⁾ Associations de la collectivité de Braemar en Écosse: www.dtascot.org.uk

⁽¹⁰⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq2_smart-villages_service-hubs_hoet.pdf

⁽¹¹⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_case-study_de.pdf



© Alston Moor Partnership

LA PREMIÈRE ENTREPRISE SOCIALE MUNICIPALE DU ROYAUME-UNI

Le village d'Alston Moor dans le comté de Cumbria a donné à l'innovation sociale une nouvelle dimension, devenant ainsi la première «entreprise sociale municipale» certifiée du Royaume-Uni. Les mines de plomb de cet ancien village minier de 2 100 habitants ont fermé dans les années 50. Trente ans plus tard, le plus grand employeur de la région, une fonderie d'acier qui employait plus de 200 personnes, a lui aussi fermé ses portes, entraînant une période de déclin prolongé à laquelle l'éloignement du village a également contribué.

Cependant, un tournant s'est produit en 2002. Alors que les fournisseurs d'accès à l'internet avaient ignoré le village, la collectivité s'est mobilisée afin de mettre en place son propre service haut débit, Cybermoor. Lors de la fermeture du magasin local, la collectivité s'est à nouveau mobilisée et, avec le temps, le village a retrouvé un nouveau dynamisme.

Désormais, 24 entreprises sociales sont immatriculées dans la région, notamment une boulangerie, un gymnase, un chasse-neige communautaire et une gare ferroviaire classée dont la gestion est en grande partie assurée par des bénévoles. Chaque entreprise opère comme une entité distincte, mais toutes sont tenues de réinvestir leurs bénéfices dans l'économie locale et d'y contribuer. Faisant valoir une cinquantaine d'emplois, des centaines de bénévoles et un chiffre d'affaires annuel de 2,2 millions de livres sterling, Alston Moor a été décrite par le jury du prix britannique de l'entreprise sociale (UK Social Enterprise Awards) comme «un modèle à suivre dans d'autres petites régions».

www.alstonmoorpartnership.co.uk

L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT COMME MOTEUR DE L'INNOVATION

Les préoccupations que suscitent les changements climatiques et la dégradation de l'environnement sont aussi devenues un moteur important de l'innovation sociale citoyenne. L'accord de Paris ⁽¹²⁾ fournit un cadre pour mener une action internationale répondant à cette menace mondiale. Tandis que les États discutent encore de ses modalités d'application, de nombreuses collectivités se sont déjà mobilisées et ont décidé de faire partie de la solution plutôt que du problème. En Europe et dans le monde, des dizaines de milliers de collectivités agissent dans des domaines variés: coopératives d'énergie, covoiturage,

initiatives favorisant l'utilisation du vélo, jardins communautaires, gestion des déchets et recyclage.

L'ampleur des projets varie considérablement en fonction du contexte local et de l'expérience de la collectivité. Dans le secteur des coopératives d'énergie, par exemple, l'ampleur des projets peut varier fortement, allant de l'échelle d'un quartier, comme c'est le cas du projet «Lucioles Énergies» ⁽¹³⁾ en Bretagne, qui entend installer 150 m² de panneaux solaires sur la toiture d'un bâtiment public, à une envergure bien plus large, comme la transformation de l'île danoise

de Samsø (qui compte 4 000 habitants) en un exportateur net d'énergies renouvelables, neutre en carbone.

Ces initiatives citoyennes ont non seulement des incidences importantes sur l'environnement, mais elles contribuent également à relancer l'économie locale et à renforcer le capital social et la résilience. Le projet TESS ⁽¹⁴⁾ financé par l'UE, qui a évalué un échantillon de 63 initiatives citoyennes dans le domaine climatique en Europe, a mis en évidence leur «grand potentiel en matière d'atténuation des changements climatiques». Il a également constaté que «les

⁽¹²⁾ http://unfccc.int/paris_agreement/items/9485.php

⁽¹³⁾ www.luciolesriatransition.fr/lucioles_energies/presentation

⁽¹⁴⁾ L'initiative TESS est un projet financé au titre du septième programme-cadre de l'Union européenne: www.tess-transition.eu

© Rezo Pouce



MOBILITÉ DURABLE

Rezo Pouce est un service intelligent d'autostop qui a été mis en place pour la première fois dans le Tarn-et-Garonne et la Haute-Garonne en 2010. Ce service répond aux besoins de transport dans les zones rurales et périurbaines. Il s'apparente au covoiturage, mais se concentre principalement sur les trajets courts organisés au dernier moment. Il est proposé dans le cadre d'une entreprise sociale qui réunit différents groupes intéressés par la mobilité: autorités locales, exploitants d'entreprises de transport, associations, fondations, usagers, salariés. Plus de 1 500 communes françaises en font partie.

www.rezopouce.fr

Même s'il est difficile de quantifier le nombre d'initiatives existantes, les estimations récentes d'ECOLISE laissent penser qu'il existerait environ 1 200 initiatives de villes en transition ⁽¹⁵⁾, 15 000 écovillages et plus de trois millions de spécialistes de la permaculture qui mènent des projets de développement durable à travers le monde. En Europe en particulier, plus de 2 500 coopératives d'énergie, 1 500 communautés Slow Food (qui mettent l'accent sur la préservation de la cuisine traditionnelle et régionale et encouragent la culture des plantes et des semences et l'élevage du bétail appartenant aux écosystèmes locaux) et environ 7 000 programmes agricoles citoyens permettent de nourrir plus d'un million de personnes.

incidences sur l'environnement de ces initiatives, la sensibilisation, la cohésion sociale, la création de moyens de subsistance locaux, la conservation des richesses dans les économies locales et le sentiment de prise de pouvoir collective que la population peut ressentir en collaborant pour produire un changement sont au moins aussi importants que la réduction directe des émissions de carbone qui en résulte».



© Cloughjordan Ecovillage



ÉCOVILLAGE DE CLOUGHJORDAN: UN EXEMPLE DE MODE DE VIE DURABLE

L'écovillage de Cloughjordan en Irlande a été créé en 1999 par un groupe de personnes qui se sont réunies pour créer une communauté durable au niveau écologique, économique et social sur une exploitation agricole de 27 hectares. La communauté compte aujourd'hui 50 familles qui vivent dans des logements à faible consommation d'énergie alimentés par des énergies renouvelables et disposent de parcelles individuelles destinées à la culture et à la recherche, d'une exploitation agricole, d'un centre d'entreprises, d'un espace de spectacles, d'une auberge et de nombreuses offres éducatives.

Selon le projet de recherche Milesecure ⁽¹⁶⁾, financé par l'UE, l'écovillage de Cloughjordan est l'une des premières «expériences d'anticipation» en matière de transition vers une société produisant peu de carbone. En règle générale, l'empreinte des écovillages est parmi les plus faibles de celles de l'ensemble des localités des pays développés. L'empreinte de Cloughjordan équivaut à moins de la moitié de la moyenne nationale irlandaise.

www.thevillage.ie

⁽¹⁵⁾ L'initiative «Villes en transition» est un mouvement en plein essor depuis 2005. Ce sont des collectivités qui s'efforcent de surmonter les enjeux importants auxquels elles sont confrontées en lançant des actions locales. Elles se réunissent et trouvent ainsi des solutions de manière participative. Cette approche s'étend aujourd'hui à plus d'une cinquantaine de pays et à des milliers de groupes: <https://transitionnetwork.org>

⁽¹⁶⁾ www.milesecure2050.eu

LES OBSTACLES À L'INNOVATION CITOYENNE

Malgré un élan positif, les initiatives citoyennes se heurtent à un certain nombre d'obstacles et de contraintes qui sont susceptibles de limiter leur potentiel de croissance et de transposition. Pour de nombreuses initiatives, la dépendance forte, ou souvent exclusive, envers les bénévoles constitue une contrainte de taille. Étant donné leurs obligations familiales, professionnelles et autres, bon nombre de personnes trouvent difficile, voire impossible, d'assumer des rôles supplémentaires au sein de la collectivité. Et pour celles qui s'investissent, cela implique généralement des demandes et des pressions supplémentaires sur un groupe d'individus plus restreint.

Les obstacles réglementaires, les difficultés d'accès ou de contrôle des ressources locales, le manque d'accès aux financements publics et les difficultés rencontrées pour négocier des processus réglementaires et administratifs complexes sont d'autres entraves au développement des initiatives citoyennes.

Il existe également des distorsions du marché, par exemple les subventions destinées à l'industrie des combustibles fossiles. En définitive, cela peut accroître l'avantage concurrentiel des processus industriels à grande échelle qui ne prennent pas nécessairement en compte les coûts sociaux et environnementaux. Ces problèmes sont évidemment complexes et la recherche de solutions exige un dialogue entre les décideurs et les initiatives citoyennes afin de recenser et d'éliminer les obstacles et de fournir le soutien et l'assistance nécessaires pour exploiter le potentiel réel des actions que mène la collectivité.

Certains pays et certaines régions enregistrent des progrès notables à cet égard et fournissent ainsi des informations importantes sur la manière d'agencer les différents éléments d'un cadre favorable. Au Danemark, par exemple, où 70 à 80 % des éoliennes appartiennent à la collectivité et où le taux de production des énergies

VILLAGES BIOÉNERGÉTIQUES

Dans la zone rurale de Göttingen, en Allemagne, le GAL du Göttinger Land est fortement axé sur les énergies renouvelables et l'action en faveur du climat. Son projet de villages bioénergétiques vise à promouvoir la production locale d'énergies renouvelables dans les 120 villages de la région.

L'intérêt local est évident. Lancé en 2006, l'appel à propositions initial a permis à 34 villages de présenter leur candidature. Neuf d'entre eux ont atteint la phase de l'étude de faisabilité. Actuellement, cinq villages bioénergétiques sont opérationnels.

La mise en œuvre du projet comporte des phases distinctes:

1. lancement: partage d'informations sur le projet, début de la procédure de sélection et participation des citoyens;
2. planification: comprend une étude sur les données de consommation de chaleur, les besoins d'investissement et les coûts de fonctionnement, une étude de faisabilité et une modélisation financière;
3. construction: construction d'une centrale à biogaz, d'une chaudière à copeaux de bois et d'un réseau de chaleur à l'échelle du village.

Le projet met en lien les agriculteurs locaux et les coopératives du village qui gèrent la production et la distribution d'énergie. Le financement initial provient de trois sources principales: la collectivité locale, LEADER et le gouvernement fédéral. En vertu de la loi sur les sources d'énergie renouvelables (EEG), les propriétaires de générateurs d'énergies renouvelables ont bénéficié d'un tarif fixe par kilowatt/heure pendant une période de 20 ans. Pour les agriculteurs et la collectivité locale, cela signifiait une diversification des sources de revenus et une stabilité des prix à long terme, indépendamment des fluctuations de prix des combustibles fossiles.

Le projet, qui a attiré de nombreux citoyens locaux, procure d'importants avantages sociaux, économiques et environnementaux. Cependant, avec les changements apportés à l'EEG, les nouveaux projets de biogaz ne bénéficient plus des mêmes mesures d'incitation économique.

renouvelables par les collectivités est l'un des plus élevés au monde, l'effet d'une législation favorable sur le secteur énergétique de la collectivité est évident.

Le gouvernement écossais soutient également une action citoyenne en faveur du climat depuis 2008 (voir page 30), tandis que dans le district de Göttingen en Allemagne, le projet «Villages bioénergétiques», soutenu par le GAL local, a constitué un formidable encouragement (voir ci-dessus).

Les décideurs à tous les niveaux commencent à reconnaître la valeur des projets menés par les collectivités. Un récent document d'orientation du Comité économique et social européen (CESE) intitulé «Promouvoir des actions en faveur du climat par des acteurs non étatiques»⁽¹⁷⁾ reflète l'attention

accordée, au niveau européen et international, au rôle des acteurs non étatiques pour atteindre les objectifs climatiques à venir. Alors que l'accord de Paris entre dans sa phase de mise en œuvre, le rôle potentiel des collectivités attire de plus en plus l'attention. S'il se traduit par des politiques et des initiatives appropriées, cela pourrait constituer une chance réelle de garantir que les collectivités sont au centre de la transition vers un avenir plus durable.

⁽¹⁷⁾ www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/promouvoir-des-actions-en-faveur-du-climat-par-des-acteurs-non-etatiques

© Keep Scotland Beautiful



SOUTIEN DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR D'UNE ACTION CLIMATIQUE LOCALE

Le Climate Challenge Fund (CCF) du gouvernement écossais propose des subventions et un soutien aux projets citoyens visant à réduire les émissions de carbone au niveau local. Depuis sa création en 2008, le CCF a accordé des subventions d'une valeur totale de 66,2 millions de livres sterling à près de 1 000 projets, dans 549 collectivités de toute l'Écosse. Ces projets intègrent un large éventail d'activités: coopératives d'énergie, amélioration de l'efficacité énergétique, moyens de transport à faibles émissions de carbone et programmes citoyens de lutte contre le gaspillage. Le programme actuel s'étend de 2018 à 2020 et prévoit des subventions allant jusqu'à 150 000 livres sterling par organisation et par an. D'après l'analyse des données relatives à 132 projets financés au cours de la période 2012-2015, la réduction totale des

émissions est estimée à 179 796 tonnes de CO₂, avec une réduction réelle de 54 209 tonnes de CO₂ au cours des projets. Il est apparu que les projets financés par le CCF ont eu de nombreux autres résultats positifs sur le plan environnemental, social et économique, en permettant notamment de mobiliser 78 835 personnes, de créer 188 emplois à temps plein, de recycler 6 000 tonnes de déchets et de convertir 45 000 m² de terres inutilisées en espaces de culture. Les collectivités participantes sont reliées par l'intermédiaire du SCCAN (Scottish Communities Climate Action Network), un réseau d'organisations citoyennes dans toute l'Écosse qui s'engagent dans des activités visant à réduire les émissions de carbone. www.keepsotlandbeautiful.org/sustainability-climatechange/climate-challenge-fund/

UN CADRE FAVORABLE

Pour optimiser les effets de l'innovation sociale, il est essentiel d'élaborer un cadre favorable approprié qui implique toutes les parties prenantes. Les initiatives citoyennes doivent faire partie du processus en apportant une contribution soit directement au niveau local, soit par l'intermédiaire de réseaux ou d'associations représentatifs. Au niveau européen, les métaréseaux, tels qu'ECOLISE, peuvent constituer une plateforme d'engagement appropriée. Les réseaux sectoriels, tels que RESCoop (coopératives d'énergie) et Slow Food, ont également un rôle important à jouer. Il conviendrait d'élaborer un cadre favorable à différents niveaux. Au niveau européen, par exemple, on pourrait

évaluer la politique et la législation pertinentes (dans les domaines de l'énergie, des déchets, du climat, etc.) afin d'examiner les implications potentielles pour les collectivités locales ainsi que le rôle que celles-ci pourraient jouer. Les cadres de mise en œuvre doivent également être évalués et alignés afin de garantir l'élimination des obstacles et de veiller à ce que les collectivités aient accès aux informations et aux ressources dont elles ont besoin pour participer aux processus de mise en œuvre. En particulier, il reste encore beaucoup à faire pour sensibiliser au potentiel des différentes mesures des programmes de développement rural (PDR) et, en particulier, à celui du développement local participatif afin de soutenir

l'innovation sociale et numérique dans les services ruraux. Le chapitre 5 de ce numéro montre que, s'il est bien géré, le développement local participatif peut fournir un soutien flexible et personnalisé aux innovateurs locaux à tous les stades: de l'idée initiale à la mise en œuvre finale. Le développement local participatif dépend également du renforcement des capacités des différentes autorités de gestion des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI), de manière à ce que ces dernières conçoivent et mettent en œuvre des programmes qui créent les conditions propices à l'innovation locale. Au niveau local ou régional, il convient de s'assurer que les soutiens nécessaires sont disponibles afin d'aider les collectivités

à trouver des réponses novatrices aux enjeux et perspectives recensés. Il est essentiel d'aider les collectivités en leur apportant un soutien ciblé:

- renforcer les capacités et le capital social en offrant des formations, des conseils, des dispositifs de facilitation et une assistance pour la formation et la création des groupes;
- fournir un accompagnement concernant les procédures et les

processus administratifs, y compris en élaborant des propositions de financement;

- utiliser des outils de diagnostic afin de hiérarchiser les projets et les activités;
- définir les modèles d'organisation appropriés (coopératives, entreprises sociales, associations, etc.);
- renforcer les liens entre les services et les activités en créant des pôles

au niveau des villages, ainsi que des centres multiservices;

- obtenir des financements et des ressources par l'intermédiaire des PDR et d'autres sources de financement européennes et nationales;
- établir des réseaux avec d'autres collectivités associées à des initiatives locales similaires.



MISE EN RÉSEAU ET COLLABORATION AU NIVEAU EUROPÉEN

ECOLISE, le Réseau européen pour les initiatives citoyennes locales sur le changement climatique et le développement durable, est une coalition de réseaux nationaux et internationaux qui comprend aussi d'autres organisations soutenant une transition citoyenne vers une Europe résiliente.

Fondé en 2014, il compte actuellement 38 organisations membres dont les activités couvrent tous les États membres de l'UE et s'étendent aussi à l'international. ECOLISE met en relation des professionnels avec des chercheurs et des décideurs en cherchant à accroître la visibilité de l'action citoyenne pour le climat en Europe. Il coopère également avec les décideurs afin d'élaborer un cadre politique plus favorable.

www.ecolise.eu

Par exemple, la **Journée européenne des communautés durables** est une initiative d'ECOLISE qui est soutenue par le Comité économique et social européen (CESE), qui vise à présenter et à saluer le travail précurseur réalisé par des collectivités à travers l'Europe.

Cette journée organisée le troisième week-end de septembre (la dernière édition a eu lieu le 22 septembre 2018) invite les collectivités et autres organisations à participer en organisant des événements ou des activités sur le thème des modes de vie durables.

www.ecolise.eu/european-day-of-sustainable-communities



4. Utiliser l'innovation numérique pour revitaliser les services ruraux

© Pexels

La transition numérique peut rapprocher les services du client, réduire les coûts et avoir une incidence majeure sur la qualité de vie dans les zones rurales où les changements structurels sont rapides et les distances augmentent par rapport aux services physiques, notamment les services de santé et les services sociaux.

Les infrastructures haut débit existantes, la disponibilité des services numériques et les compétences numériques sont trois lacunes potentielles qu'il convient de combler tout au long du processus de création des villages intelligents. Le présent article se penche sur les défis soulevés par la fracture numérique et examine les étapes nécessaires pour réaliser la transformation numérique, tout en mentionnant quelques exemples inspirants de services ruraux dans le domaine numérique.

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DES ZONES RURALES

LES VILLAGES INTELLIGENTS ET LEUR ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE

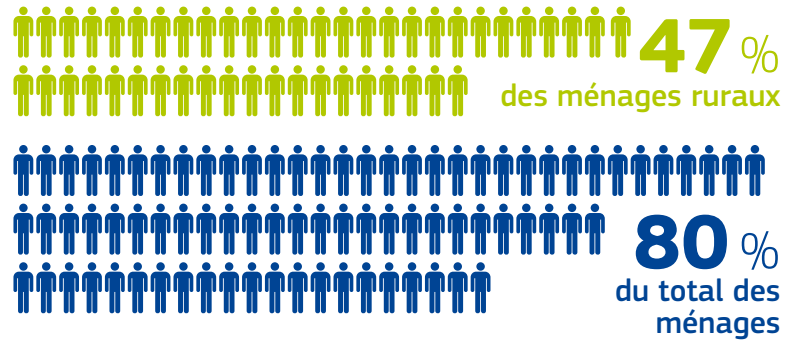
CE QUE LES VILLAGES INTELLIGENTS DOIVENT SAVOIR

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DES ZONES RURALES

Dans les zones rurales, la fracture numérique s'articule autour de trois axes principaux: les infrastructures haut débit, l'utilisation des services numériques et les compétences numériques des habitants. Cependant, le débat politique est souvent dominé par un seul de ces axes. L'accent mis sur les réseaux d'accès de nouvelle génération est compréhensible. En 2017, environ 80 % des ménages de l'UE étaient certes couverts par ce type de réseaux, c'est-à-dire des réseaux à haut débit rapides ou ultra-rapides, mais ce chiffre chute à seulement 47 % dans les zones rurales, isolées et montagneuses. Comme l'indique la figure 4 à la page 12, dans de nombreux pays, la fracture numérique entre les zones urbaines et les zones rurales est très importante.

Toutefois, l'un des messages clés du groupe thématique du REDR sur les «villages intelligents» est que les problèmes relatifs aux infrastructures haut débit ne doivent pas entraver ou ralentir les deux autres axes de l'innovation numérique que sont les services numériques et les compétences numériques ⁽¹⁾. La création de zones rurales adaptées à l'avenir exige d'agir simultanément autour de ces trois axes. Les villages ne doivent pas attendre de

Figure 1. Couverture des accès de nouvelle génération au sein de l'UE (juin 2017)



Source: IHS et Point Topic.

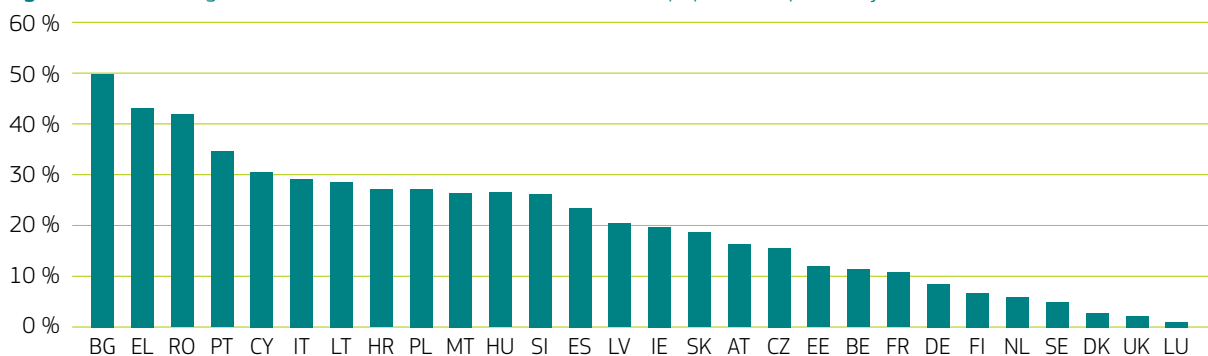
disposer d'une excellente connectivité avant de décider quoi en faire. Ils doivent agir dès à présent.

Pour tirer parti du potentiel des infrastructures haut débit de qualité, il est essentiel que des services numériques soient disponibles. Dans les zones urbaines, ces services peuvent fonctionner de manière autonome car il existe un grand nombre de citoyens et de prestataires de services. En milieu rural, l'échelle qui permet, par exemple, de mettre rapidement en place des services de mobilité participatifs ou un

réseau de soutien en matière de santé et de services sociaux n'est pas toujours évidente à établir. Par conséquent, les zones rurales peuvent nécessiter des solutions différentes, qui exigent souvent une réflexion novatrice et la mise en place d'une structure organisationnelle adaptée au contexte.

La figure 2 illustre clairement un facteur essentiel qui entrave le développement des deux premiers axes: les compétences numériques des habitants des zones rurales. L'éducation numérique ne se limite pas simplement à bénéficier d'une

Figure 2. Pourcentage des individus des zones à faible densité de population qui n'ont jamais utilisé l'internet, 2016



Source: Eurostat.

(1) https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg3_smart-villages-designing-ict-services_hess.pdf



connexion haut débit et de services numériques. Elle requiert un niveau de connaissance et de compétence pour utiliser les outils numériques ainsi que des connaissances de base sur une série de sujets, tels que la sécurité, la confidentialité ou l'utilisation des applications.

Lorsqu'ils sont bien conçus et opérationnels, les villages intelligents ne visent pas uniquement à réduire la fracture numérique. Leur ambition est beaucoup plus grande. S'ils parviennent à aborder les trois axes, les villages intelligents peuvent favoriser une véritable *transformation numérique*.

Il existe de nombreux parallèles entre la transformation numérique en cours dans l'industrie et dans les zones rurales. Pour certains services et produits, les technologies numériques modifient rapidement la façon dont les supports et les données sont utilisés. Les processus numériques axés sur les technologies font évoluer les marchés et l'industrie sous nos yeux. De nouveaux modèles économiques numériques voient le jour et peuvent modifier en profondeur les modèles existants (par exemple, la diffusion de musique en continu par opposition à l'achat d'un CD). Les personnes qui sont prêtes à saisir les possibilités offertes par la transition numérique ont tout à gagner, quel que soit leur lieu de résidence.

Le projet «Digital Neighbourhoods»⁽²⁾ (quartiers numériques) dans les campagnes de Cornouailles, au Royaume-Uni, étudie à quel point la transition numérique peut mener à la transformation de zones rurales lorsque les trois axes sont abordés ensemble. Il évaluera l'effet du très haut débit sur l'inclusion sociale et la création de nouveaux modèles économiques numériques.

Il convient de noter que ce numéro de la *Revue rurale de l'UE* porte principalement sur la prestation des services ruraux. De toute évidence, la transition numérique a des applications

plus larges. Des travaux thématiques antérieurs du REDR et d'anciens numéros de la *Revue rurale de l'UE* ont porté sur des initiatives visant à stimuler l'économie et les entreprises en milieu rural: «Des chaînes d'approvisionnement intelligentes et compétitives pour les produits alimentaires et les boissons» (n° 22) et «Réinventer les opportunités commerciales en milieu rural» (n° 24).



UN AVENIR NUMÉRIQUE DANS LES ZONES RURALES

Le projet de recherche «Digital Neighbourhoods» à l'université de Plymouth étudie l'effet de l'accès à très haut débit sur les zones rurales. Des recherches sont en cours dans des villages des Cornouailles, au Royaume-Uni, qui faisaient partie du projet «Superfast Cornwall Labs» (une initiative financée en partie par l'UE) consistant à mettre en place un tout nouveau réseau haut débit par fibre optique.

Le projet de recherche fournira un cadre théorique et des résultats empiriques approfondis sur la manière dont les interactions au sein des réseaux sociaux en milieu rural, rendues possibles par des infrastructures technologiques telles que le haut débit, peuvent avoir une incidence sur la cohésion sociale et réduire la fracture numérique dans les zones rurales.

Les résultats de recherche seront communiqués à quatre publics clés: la collectivité locale, le monde universitaire, le grand public et les agences ou organismes politiques concernés par la planification de l'avenir des collectivités.

(2) www.plymouth.ac.uk/research/digital-neighbourhoods

LES VILLAGES INTELLIGENTS ET LEUR ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE

Les villages intelligents doivent prendre le virage numérique en mettant pleinement en valeur le potentiel distinct de leur zone. Pour ce faire, ils doivent prendre en compte l'ensemble de l'écosystème numérique dans lequel ils souhaitent s'impliquer. Cet écosystème peut comprendre diverses solutions informatiques en nuage qui connectent des périphériques et collectent, combinent ou gèrent des données pour différents services ruraux, dans des domaines tels que la mobilité, la santé, les services sociaux et l'éducation. Cependant, les différents éléments d'un écosystème numérique nécessitent une attention particulière pour produire les meilleurs résultats. Cet écosystème allie des processus numériques et humains, il ne s'agit pas simplement de solutions techniques prêtes à l'emploi.

La gestion d'un tel écosystème local implique de maîtriser les cinq couches dont il est constitué: la société, les services numériques, la plateforme technique, l'infrastructure; et la

couche transversale de l'écosystème organisationnel (voir figure 3).

Couche 1: la société

Pour réussir la mise en œuvre de projets d'innovation numérique dans les zones rurales, il est nécessaire d'impliquer différents groupes de parties prenantes. En règle générale, cela signifie travailler avec les municipalités, le secteur privé et les habitants locaux.

L'étude du gouvernement finlandais ⁽³⁾ sur les défis auxquels sont confrontées les zones rurales et les perspectives offertes par la transition numérique fournit des recommandations concernant l'intégration et l'activation de divers groupes d'acteurs dans les zones rurales. Les résultats sont intégrés dans les programmes existants et dans les nouveaux programmes: par exemple adapter l'aide au titre des mesures 7 (services de base) et 19 (LEADER/développement local participatif) du PDR, la stratégie nationale en faveur du haut débit et la décision

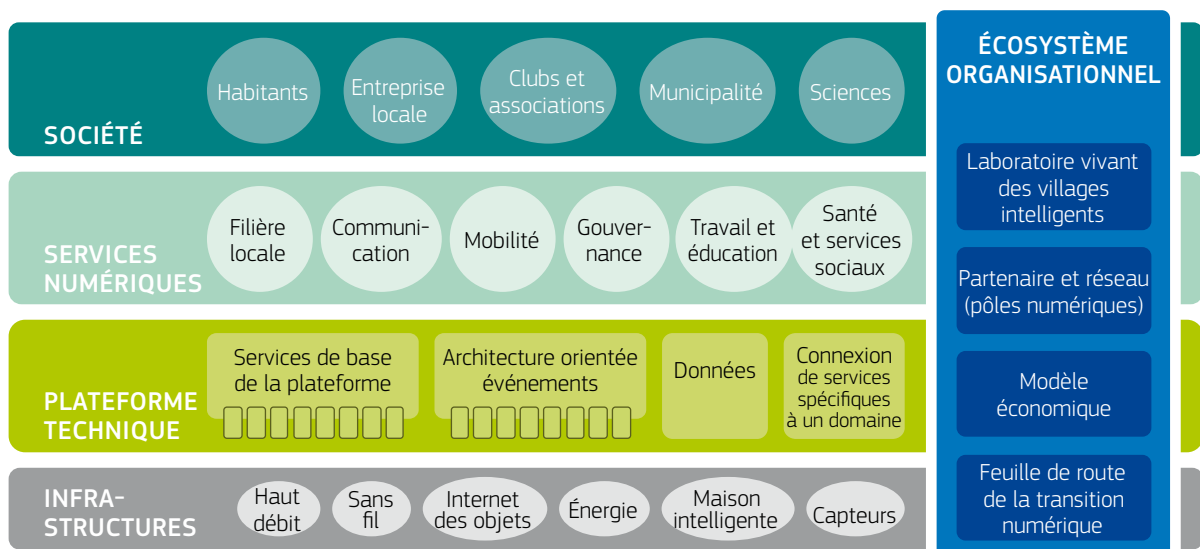
gouvernementale de 2017 relative à la transition numérique en milieu rural.

Il convient d'associer les habitants locaux dès le début et les solutions numériques devraient être conçues en fonction de leurs besoins. La participation des entreprises locales et de la municipalité est très importante. Les organisations qui abondent dans les zones rurales, telles que les associations et les clubs locaux, doivent être considérées comme des multiplicateurs, en particulier si les projets ciblent l'innovation sociale et le bénévolat.

Il est intéressant de noter que l'étude prône des solutions novatrices en ce qui concerne la prestation de services, comme pour la mobilité rurale et les défis en matière de transport, et qu'elle indique qu'il y a lieu de déterminer ces solutions en se fondant sur les expériences locales. Elle recommande:

- des points d'informations sur le numérique dans les centres de services locaux;

Figure 3. Un écosystème numérique pour un village intelligent



Source: Steffen Hess, Institut Fraunhofer de génie logiciel expérimental.

⁽³⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_case-study_fi.pdf

- le renforcement des compétences numériques grâce à un soutien bénévole par les pairs mis en place par des ONG;
- la formation d'ambassadeurs numériques dans les municipalités et les bureaux de l'administration;
- la communication par voie numérique des offres d'aide bénévole, du soutien offert par les pairs ou des propositions d'aide de quartier;
- le retour des écoles de village multifonctionnelles, dotées de moyens numériques et associant plusieurs acteurs;
- le développement du capital numérique des entreprises rurales.

Couche 2: les services numériques

Au niveau des villages, les services numériques comprennent des services ou des applications uniques opérant dans des écosystèmes connectés. La transition numérique permet de résoudre un problème existant, mais ce n'est pas nécessairement la seule option. Il importe de ne pas considérer les services numériques comme une espèce de Saint Graal qui permettrait de tout résoudre et les villages intelligents ne devraient pas non plus négliger les approches classiques pour résoudre leurs problèmes.

La figure 3 à la page 35 met en évidence les principaux types de services numériques rencontrés actuellement dans les zones rurales, sachant qu'il en existe bien d'autres dont l'intérêt dépend du contexte.

Les évolutions les plus significatives concernant ces principaux types de services ruraux sont énumérées ci-après.

La **filière locale** désigne la fourniture de marchandises et de produits alimentaires du quotidien aux populations des zones rurales. Les solutions existantes, telles que le projet «Villages numériques»⁽⁴⁾ en Allemagne, utilisent des places de marché en ligne régionales pour les fournisseurs et prestataires de services

FEUILLE DE ROUTE DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE: LISTE DE CONTRÔLE

1. Déterminer les besoins de la communauté locale.
2. Imaginer l'avenir numérique de la zone rurale ou du village.
3. Collaborer et étudier toutes les ressources disponibles — Réfléchir au potentiel des pôles numériques, des autorités, de l'industrie, de la recherche et des habitants locaux.
4. Adopter une approche intégrée plutôt que se concentrer sur un seul secteur, étudier la valeur des plateformes offrant des services multisectoriels.
5. Trouver un personnel qualifié pour soutenir la mise sur pied et la réussite des projets TIC.
6. Définir le budget TIC disponible pour soutenir la mise sur pied et la réussite des projets.
7. Mobiliser toutes les sources potentielles de financement, comme les initiatives de financement régionales, nationales et européennes, et coopérer avec l'industrie locale.

locaux existants. Parmi les fournisseurs locaux participants figurent des boulangeries, des fermes biologiques, des maraîchers, des supermarchés, mais aussi des fournisseurs non alimentaires, tels que des magasins de sport, des pharmacies, des blanchisseries, des librairies et des bibliothèques, pour n'en citer que quelques-uns.

Une fois la commande enregistrée, le système traite la livraison. L'étape finale de livraison est assurée par des volontaires locaux qui sont informés au moyen d'une application sur leur téléphone portable. L'idée est que les personnes qui effectuent le trajet requis puissent livrer des colis à leurs voisins.

Un autre exemple concerne la collectivité locale de Ballstädt en Allemagne qui a créé un magasin-café de village financièrement autonome et lieu de rencontre important pour la communauté locale⁽⁵⁾. Combiner un concept local novateur comme celui de Ballstädt avec un outil ou un service numérique comme dans le projet «Villages numériques» constituerait un exemple parfait de la maîtrise de l'enjeu de l'innovation numérique dans les zones rurales.

L'amélioration de la **communication** et de la **transparence** est souvent considérée, du point de vue de la municipalité, comme l'un des principaux objectifs des services numériques. Il est possible de commencer par des services qui peuvent être aisément assurés, notamment la diffusion d'informations régionales par voie numérique ou la mise en place d'applications intégrées de type réseaux sociaux qui permettent aux habitants et à la municipalité de collaborer.

Par exemple, on peut faire parvenir des actualités locales aux habitants en envoyant simplement un message sur leur téléphone portable. Les solutions existantes vont de l'utilisation de groupes WhatsApp ou Facebook à une solution locale de type «Mon village dans ma poche», comme cela a été le cas avec DorfFunk, la solution développée dans le cadre du projet «Villages numériques»⁽⁶⁾.

L'initiative «Digital Neighbourhoods»⁽⁷⁾ mentionnée précédemment constitue également un excellent exemple de la manière dont la mise en place d'infrastructures de communication peut être un catalyseur de la communication locale en tant que service numérique.

(4) https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_case-study_de.pdf

(5) https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/new-cooperative-store-ballstadt_en

(6) https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_case-study_de.pdf

(7) www.plymouth.ac.uk/research/digital-neighbourhoods

Les solutions de **mobilité** tendent à être transversales ou à soutenir d'autres services ruraux. C'est le cas, par exemple, d'un service rural de bus à la demande dans les campagnes du pays de Galles ⁽⁸⁾ qui permet aux personnes non motorisées d'avoir accès à des services clés, notamment des services de santé et éducatifs, ainsi qu'à des offres d'emplois. Ce service apporte une contribution particulièrement significative à la vie des personnes à mobilité réduite. Dès lors que ce projet visait à fournir une solution adaptée aux besoins des passagers ruraux, aucune innovation numérique n'a été nécessaire.

Cependant, l'innovation numérique peut s'avérer utile dans ce contexte. Le projet de bus scolaire Olfen ⁽⁹⁾ en Allemagne a également fourni un service d'autobus rural à la demande pour optimiser le transport des élèves. Il a mis au point un service numérique utilisant des cartes à puce, une application et un algorithme d'optimisation intelligent fonctionnant en arrière-plan. Chaque élève scanne sa carte à puce en entrant dans l'autobus,

puis le système calcule automatiquement le trajet optimal en fonction des élèves présents dans le bus.

La santé et les services sociaux constituent un sujet de discussion important et généralisé en ce qui concerne la vie rurale. Dans ce contexte, les services numériques peuvent souvent faire référence à des solutions de télémédecine éprouvées. À cet égard, il y a lieu de souligner le rôle de l'innovation numérique. L'initiative RelaxedCare ⁽¹⁰⁾ est issue d'un projet de recherche de l'UE avec des partenaires autrichiens, suisses, slovènes et espagnols. L'idée était de mettre en relation de manière simple et discrète les aidants naturels, tels que les membres de la famille, et les personnes bénéficiant de l'aide.

L'initiative IMPROVE ⁽¹¹⁾ est un autre projet qui met en œuvre une approche globale en matière d'innovation numérique durable. L'enjeu commun du projet est de déterminer comment fournir des services publics de qualité dans les zones reculées malgré les longues distances et le manque de personnel

qualifié pour exploiter ces services et le coût élevé de l'élaboration et de la mise en œuvre des services (par rapport aux zones urbaines). Ce projet a résolu ce problème dans le domaine de la santé en ligne et des services de télémédecine au moyen d'une technologie intelligente impliquant dès le départ les soignants et les personnes bénéficiant de l'aide.

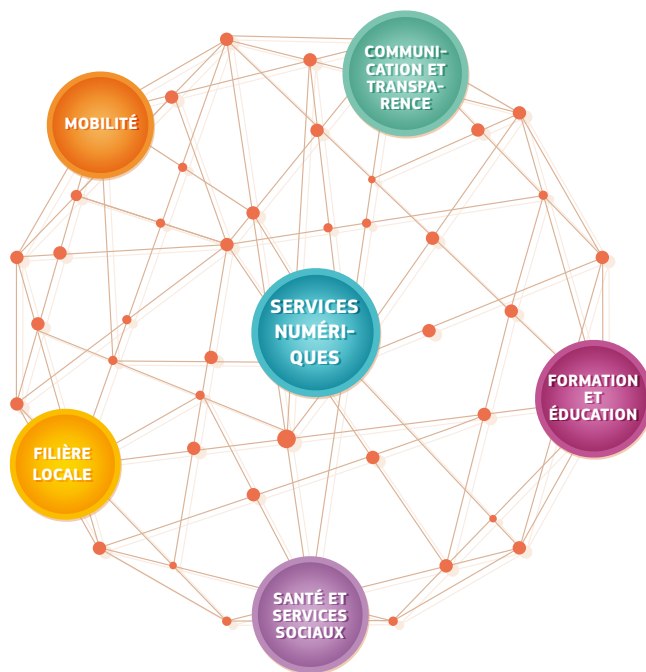
La **formation et l'éducation** contribuent à tirer le meilleur parti de l'innovation numérique. Le projet Digital Clare ⁽¹²⁾ profite des possibilités offertes par le numérique en Irlande en utilisant la formation, le mentorat et des échanges réguliers en ligne afin d'améliorer les compétences numériques au sein de la collectivité rurale.

D'autres domaines, tels que l'emploi et les services publics, et des activités économiques, comme l'agriculture intelligente, l'énergie et la logistique, sont également très importants et de nombreux exemples prometteurs sont présentés sur le portail du REDR relatif aux villages intelligents ⁽¹³⁾.

Couche 3: les plateformes techniques

Les villages intelligents peuvent enregistrer des progrès qualitatifs lorsque leurs services numériques fonctionnent sur une plateforme technique commune. Les plateformes communes sont en elles-mêmes des innovations qui associent des aspects techniques essentiels au fonctionnement durable des services numériques dans les zones rurales. Elles permettent également de transposer des approches éprouvées dans d'autres régions.

Une plateforme dont l'architecture est bien conçue et qui repose sur les normes de l'industrie est un facteur clé de réussite qui peut souvent être négligé lorsque l'on met au point des services numériques à la hâte. Cependant, il importe de ne pas sous-estimer les coûts de maintenance et d'exploitation d'une telle plateforme technique car ils sont souvent cruciaux



© Freepik

⁽⁸⁾ https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/demand-rural-bus-service-rural-wales_en

⁽⁹⁾ www.olfen.de/rathaus-buergerservice/mobilitaet/schuelerbefoerderung.html

⁽¹⁰⁾ www.relaxedcare.eu/en

⁽¹¹⁾ <http://improve.interreg-npa.eu>

⁽¹²⁾ https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/digital-clare-taking-advantage-digital-opportunities-rural-ireland_en

⁽¹³⁾ https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages/smart-villages-portal_en

pour que l'utilisation de la plateforme se poursuive au-delà de la période de financement initiale. Les zones rurales ont généralement moins d'utilisateurs, moins de transactions, moins d'expérience et moins de capacités pour exploiter un écosystème numérique complexe.

Couche 4: les infrastructures numériques

Comme indiqué précédemment, l'existence d'infrastructures numériques adéquates est une condition nécessaire mais pas suffisante pour garantir l'innovation numérique dans un village intelligent [pour plus d'informations, voir la fiche d'information du REDR sur la transition numérique, l'utilisation des TIC et l'accès au haut débit ⁽¹⁴⁾]. Pour être un vecteur de transformation numérique, les infrastructures ne doivent pas se limiter à fournir des réseaux haut débit et sans fil. Elles peuvent par exemple intégrer des capteurs permettant de réaliser des applications dans les domaines des maisons intelligentes, de l'énergie intelligente et d'autres technologies fondées sur l'internet des objets.

Couche 5: l'écosystème organisationnel

Les projets d'innovation numérique requièrent une quantité importante de travail organisationnel en amont. Dans la figure 3 page 35, la colonne

bleue à droite présente les **éléments organisationnels** transversaux d'un écosystème complexe de services numériques ruraux.

Quatre outils principaux peuvent être nécessaires: la mise en place d'un laboratoire vivant, la collaboration avec des partenaires du secteur des TIC au sein d'un pôle numérique, la création de modèles économiques durables et, enfin, l'élaboration d'une feuille de route concernant la transition numérique des services ruraux.

Dans les zones rurales, les **laboratoires vivants** locaux peuvent collaborer avec les acteurs de la société sur des solutions ciblant un service numérique unique dans l'ensemble de l'écosystème numérique. Ce type de structure permet de travailler facilement avec les premiers prototypes, d'organiser des ateliers d'innovation et de travailler conjointement sur les solutions. En outre, il offre un environnement où les éventuels partenaires industriels peuvent rapidement tester leurs solutions auprès de véritables utilisateurs finaux.

Les **pôles numériques ruraux** ⁽¹⁵⁾ peuvent également jouer un rôle organisationnel essentiel car ils sont souvent combinés à des espaces de travail collaboratif afin d'attirer et de fidéliser les entrepreneurs du numérique [pour en savoir plus sur

Le concept de «**laboratoire vivant**» est fondé sur une approche d'intégration des processus de recherche et d'innovation axée sur l'utilisateur. Généralement appliqué dans un contexte territorial, il comprend la cocréation, l'étude, l'expérimentation et l'évaluation d'idées novatrices dans des cas d'utilisation concrets.

les pôles numériques, voir la *Revue rurale de l'UE* n° 24 «Réinventer les opportunités commerciales en milieu rural» ⁽¹⁶⁾). En intégrant les entreprises locales dans des pôles numériques et en faisant participer les habitants à des laboratoires vivants, il est possible de créer des modèles économiques durables en matière d'innovation numérique, d'entrepreneuriat local et de prestation de services ⁽¹⁷⁾. Pour obtenir plus d'informations sur les modèles économiques durables pour les services ruraux, voir le groupe thématique du REDR sur les «entreprises rurales» ⁽¹⁸⁾.

Toutes les couches et tous les éléments de l'écosystème numérique mentionnés ci-contre peuvent figurer dans une feuille de route sur la transition numérique qui peut constituer la vision centrale de l'innovation numérique en matière de services ruraux (voir page 36).

CE QUE LES VILLAGES INTELLIGENTS DOIVENT SAVOIR

Les défis et les activités susmentionnés peuvent sembler difficiles à gérer. Cependant, il convient de rappeler que l'innovation numérique et en particulier la création d'un écosystème numérique peuvent permettre de relever de nombreux défis majeurs qui se présentent aux collectivités rurales d'Europe.

La transition numérique peut mettre en lien des communautés (habitants locaux,

municipalités, industrie et recherche) et renforcer les efforts existants en matière d'innovation sociale qui permettent d'améliorer la qualité de la vie rurale. Mais il convient également de rappeler que l'innovation numérique n'est pas un remède miracle et qu'elle n'est pas la solution la plus appropriée dans toutes les situations.

Une aide abondante est disponible dans le cadre du processus de

transition numérique. Par exemple, le projet ERUDITE Interreg ⁽¹⁹⁾ a conçu une méthode visant à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'idées prometteuses dans le domaine des services ruraux.

Les citoyens et les entreprises peuvent être tenus informés des évolutions et du déploiement du haut débit dans leur pays ou leur région par l'intermédiaire de leur bureau de compétences en

⁽¹⁴⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg1_rural-businesses_brief_digitisation.pdf

⁽¹⁵⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/s4_rural-businesses-factsheet_digital-hubs.pdf

⁽¹⁶⁾ https://enrd.ec.europa.eu/publications/eu-rural-review-24-re-imagining-rural-business-opportunities_fr

⁽¹⁷⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/s4_rural-businesses-factsheet-social-innovation.pdf

⁽¹⁸⁾ https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/rural-businesses_fr

⁽¹⁹⁾ www.interregeurope.eu/erudite

matière de haut débit (BCO). Ces bureaux fournissent également un soutien technique (réglementation, modèles d'investissement, achats, technologies, etc.) aux autorités locales et régionales sur les moyens de soutenir le déploiement des réseaux haut débit. Il peut s'agir des façons d'investir efficacement dans des projets haut débit avec le soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), en combinaison avec des instruments financiers lorsque cela est possible, ainsi que d'informations sur les règles et les procédures relatives aux aides d'État.

Même si la transition numérique et le développement des capacités d'innovation constituent des aspects essentiels des instruments politiques actuels, il reste à exploiter tous les nouveaux outils numériques permettant de soutenir la croissance de l'emploi, la qualité de vie et l'attractivité du territoire. L'élaboration, la conception et la mise en œuvre de stratégies numériques intelligentes pour les zones rurales nécessitent une réflexion novatrice à chaque niveau de l'écosystème numérique.

Des défis subsistent en ce qui concerne les accès de nouvelle génération, la stimulation de la demande numérique dans les zones rurales et le renforcement des compétences numériques et de la formation. En ce qui concerne la création de la demande, il reste nécessaire de mettre en avant les services et les avantages qui peuvent être proposés afin d'améliorer la qualité de vie et de créer des emplois. Plus généralement, la capacité de toutes les collectivités européennes à innover dans le domaine numérique et à générer une croissance économique et des progrès sociaux doit évoluer.

LE RÔLE DES BUREAUX DE COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE HAUT DÉBIT

- Améliorer l'efficacité des investissements dans le haut débit.
 - Soutenir la mise en œuvre du marché unique numérique en accélérant les investissements publics dans le haut débit, notamment par l'intermédiaire du FEDER et du Feader.
 - Conseiller et aider les citoyens et les entreprises pour le déploiement du haut débit (cartographie de la couverture, qualité de service et plans d'investissement futurs).
 - Soutenir les autorités publiques dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets de haut débit.
 - Contribuer à la coordination avec les entités de l'UE concernées.
 - Promouvoir l'utilisation des instruments financiers.
 - Soutenir le regroupement de la demande pour le haut débit.
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/broadband-competence-offices>



© Samuel Petterson, European Union 2015



5. Les PDR, des vecteurs d'innovation pour les services ruraux

© Ricardo Gomez Angel, Unsplash

Les programmes de développement rural (PDR) peuvent favoriser et soutenir les villages intelligents. Ce sont des outils polyvalents, soutenus par d'importants financements, qui peuvent favoriser l'innovation en matière de services ruraux en Europe, la rendre possible et contribuer à la renforcer. Le présent chapitre étudie la manière dont les autorités de gestion nationales et régionales utilisent les PDR afin de produire un effet multiplicateur sur d'autres financements européens, nationaux et privés et de soutenir les avancées dans le domaine des villages intelligents, aussi bien en matière d'énergies renouvelables, de haut débit que de mobilité. À l'avenir, les outils politiques, tels que le «test rural», pourront renforcer de telles initiatives.

Ce numéro de la *Revue rurale de l'UE* étudie les villages intelligents sous l'angle de l'innovation sociale et de l'innovation numérique dans le domaine des services ruraux. Les numéros précédents traitent d'initiatives susceptibles de stimuler l'économie et les entreprises rurales.

LES GERMES DE L'INNOVATION LOCALE

LES VILLAGES INTELLIGENTS ET LES OUTILS DU PDR

UN + UN = TROIS

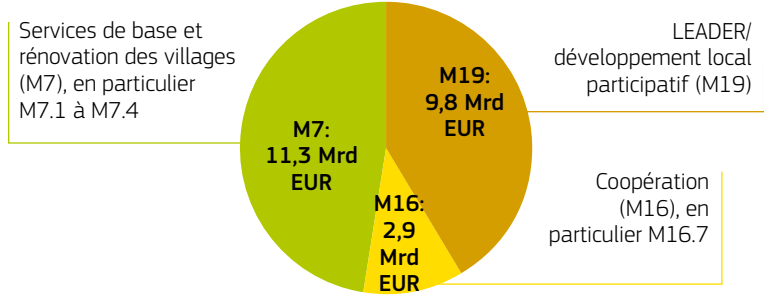
LES GERMES DE L'INNOVATION LOCALE

Les villages intelligents concernent les personnes. Ils concernent les citoyens ruraux qui recherchent des solutions pratiques pour relever les défis qui se présentent à eux et, de manière toute aussi importante, qui saisissent de nouvelles possibilités intéressantes en vue de donner un nouveau visage aux zones rurales. Les villages intelligents sont donc des collectivités qui prennent des initiatives et les programmes de développement rural (PDR) peuvent jouer un rôle décisif pour produire des changements.

Une caractéristique déterminante des PDR de l'UE est qu'ils sont fondés sur les besoins des populations rurales et des millions d'exploitations agricoles, de petites entreprises, de municipalités et d'organisations de la société civile qui constituent le tissu de la société rurale.

Trois mesures spécifiques des PDR sont particulièrement pertinentes pour soutenir l'innovation sociale et l'innovation numérique dans le domaine des services ruraux: la mesure 7 pour les services de base et la rénovation

Figure 1. Soutien des PDR en faveur de l'innovation sociale et de l'innovation numérique



Source: Données SFC, avril 2018.

des villages, la mesure 19: soutien au développement local dans le cadre de LEADER/développement local participatif et la mesure 16: coopération.

La mesure 6: développement des exploitations agricoles et des entreprises (et en particulier les sous-mesures 6.2: aides au démarrage d'entreprises pour des activités non agricoles, et 6.4: aide

aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles) peuvent également permettre de soutenir le développement des entreprises dans le domaine des services ruraux ⁽¹⁾.

Le budget public total alloué aux trois premières mesures est de 24 milliards d'euros ⁽²⁾.

LES VILLAGES INTELLIGENTS ET LES OUTILS DU PDR

Certaines mesures du PDR peuvent permettre de soutenir des améliorations dans les infrastructures rurales, les bâtiments, les entreprises et le capital humain en rapport avec les services ruraux. Cependant, ces mesures présentent une véritable valeur ajoutée lorsqu'elles sont combinées de manière stratégique afin de soutenir les villages intelligents sur la voie du changement, c'est-à-dire de l'idée de départ à la mise en œuvre finale.

PHASE	MESURES DU PDR ⁽³⁾
Planification ascendante	M7, M19
Animation et soutien technique	M19, M16
Financement de l'innovation	M7, M19, M6, M4
Coordination	Toutes

Planification ascendante et participation de la collectivité

Par exemple, les groupes d'action locale (GAL) de LEADER jouent souvent un rôle essentiel lors des phases initiales consistant à rassembler les collectivités, à les motiver et à planifier les étapes suivantes. La mesure 7.1 (aide à l'établissement et à la mise à jour des plans de développement des communes et des villages dans les zones rurales et de leurs services de base) peut être très efficace pour soutenir les plans en faveur du développement des villages et des municipalités. L'Autriche et la Finlande

⁽¹⁾ L'ensemble des dépenses publiques prévues au titre de la mesure 6 s'élevait à 10,6 milliards d'euros. Cependant, un peu plus de la moitié de ce budget est consacré aux jeunes agriculteurs et aux petites exploitations; ce chiffre ne figure donc pas dans le diagramme circulaire ci-dessus.

⁽²⁾ Toutes les dépenses mentionnées dans le présent chapitre sont exprimées en termes de dépenses publiques totales, sauf indication contraire.

⁽³⁾ Cette liste n'est pas exhaustive. Il s'agit des principales mesures qui peuvent être spécifiquement destinées aux services ruraux. Les mesures telles que la mesure 4 (investissements physiques) sont essentielles pour soutenir l'innovation plus généralement dans l'agriculture et l'agroalimentaire. La mesure 1 (développement des connaissances) et la mesure 2 (services de conseil) peuvent également contribuer au développement des PME rurales.

ont montré comment cette sous-mesure peut permettre d'améliorer l'efficacité des investissements ultérieurs.

Animation et soutien technique

Une innovation réussie a généralement lieu en plusieurs étapes. Il existe un élément déclencheur — souvent un problème ou une crise — qui aboutit à l'idée d'une solution et génère de l'enthousiasme. Cependant, diverses sources de soutien et des conseils techniques et économiques avisés sont généralement nécessaires pour que l'idée se concrétise en une activité pérenne. La mesure LEADER (mesure 19) et la mesure Coopération (mesure 16) peuvent permettre d'adapter ce soutien aux besoins réels des habitants.

Des financements flexibles pour des projets novateurs

L'innovation présente des risques et une grande partie des projets novateurs échouent. Or, les financements publics et privés arrivent souvent lentement et par grosses fractions. Cela peut démotiver les populations locales ou au contraire les inciter, à un moment donné, à réaliser des investissements supérieurs aux besoins. Cependant, plusieurs États membres de l'UE ont eu recours aux mesures 7, 19 et 6 pour des projets pilotes à petite échelle, qui, s'ils réussissent, peuvent ouvrir la voie à des investissements plus importants. Dans ces cas, divers instruments financiers peuvent être utilisés pour mobiliser des capitaux privés.

Coordination et intégration avec d'autres politiques et fonds

Les projets pilotes réussis et les bonnes pratiques doivent être développés et déployés en suivant un modèle économique durable. De nombreux exemples de PDR sont utilisés de cette manière afin d'attirer des investissements plus importants d'autres fonds de l'UE, des financements publics nationaux et des financements privés (y compris le financement participatif). Pour que des villages intelligents voient le jour et se développent à travers l'Europe, c'est précisément à ce domaine

qu'il conviendra d'accorder le plus d'attention à l'avenir.

Principales mesures du PDR

LEADER/développement local participatif (mesure 19)

L'initiative LEADER dispose d'un budget de financements publics de 9,8 milliards d'euros et représente 6 % des dépenses totales prévues du PDR ⁽⁴⁾. Pour la période 2014-2020, 2 562 GAL sont prévus dans l'UE. Dans quatre pays (Allemagne, Espagne, France, Pologne), la portée géographique de LEADER est vaste, avec plus de 200 GAL par État membre. Ces groupes peuvent constituer un initiateur, un relais ou un multiplicateur inestimable pour soutenir les villages intelligents.

La mesure LEADER est la source de financement la plus polyvalente pour les villages intelligents: les stratégies de développement local (SDL) élaborées

par les GAL comprennent souvent des initiatives intelligentes couvrant plusieurs domaines d'intervention, tels que l'énergie, la mobilité, les services sociaux, les inégalités territoriales ou l'action en faveur du climat. Lorsqu'ils sont gérés correctement, les financements au titre de LEADER peuvent permettre de fournir des parcours de soutien intégrés qui peuvent aider les promoteurs de projet à concrétiser leur idée de départ, comme l'illustre la figure 2.

Les budgets individuels des GAL varient considérablement selon les États membres de l'UE. Ils peuvent s'élever à moins d'un million d'euros sur l'ensemble de la période, à plus de 9 millions d'euros (en Grèce ou en Irlande) et jusqu'à 15 millions d'euros en Saxe (Allemagne), où près de 40 % du PDR est mis en œuvre au titre de LEADER (voir figure 3).

DE LEADER AU DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF

Au cours de la période de programmation 2014-2020, la méthode LEADER a été élargie et baptisée «développement local participatif» afin de permettre de mobiliser trois autres fonds européens (FEAMP, FEDER, FSE).

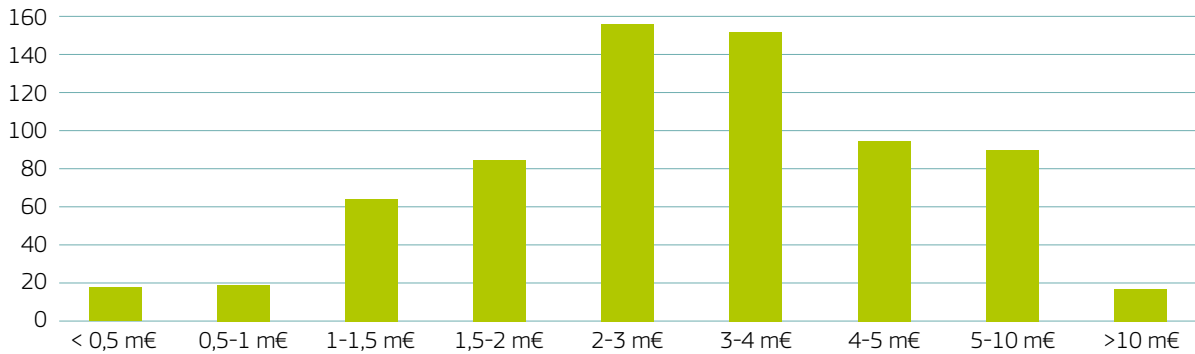
Figure 2. Animation LEADER



© Freepik

⁽⁴⁾ Total des dépenses publiques = Feader + concours financier équivalent des États membres + tous les financements nationaux complémentaires. Les données incluent les modifications apportées au programme jusqu'en avril 2018.

Figure 3. Budgets moyens des GAL



Source: Étude sur les GAL du point de contact du REDR, décembre 2017.

Dans certains cas, comme au pays de Galles (Royaume-Uni), les GAL ne participent qu'à la planification et à la facilitation et ne sont pas responsables des dépenses en capital. Au lieu de cela, ils préparent le terrain pour les dépenses au titre d'autres mesures d'investissement, telles que la mesure 7. Cependant, à l'autre extrême, les GAL disposant de budgets importants ont les fonds nécessaires pour investir directement dans des infrastructures et des services à petite échelle.

Même dans ces cas, les fonds relevant de LEADER ne sont généralement pas suffisants pour répondre à tous les besoins d'investissement des zones

rurales. En revanche, ils le sont lorsqu'ils sont combinés à d'autres mesures et d'autres fonds ou lorsque plusieurs GAL unissent leurs forces pour coopérer et devenir plus puissants.

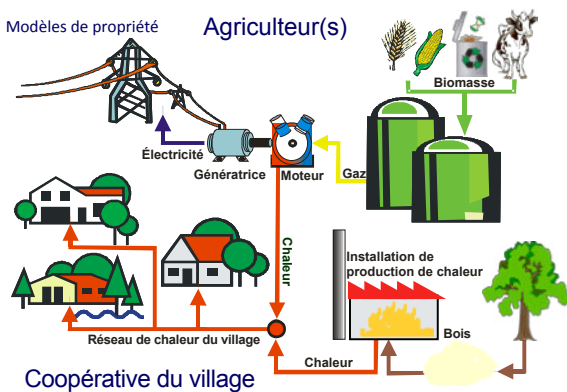
Par exemple, dans le sud de la Basse-Saxe, le GAL du Göttinger Land s'est consacré à l'efficacité énergétique et à l'action en faveur du climat. Il a mis en place un modèle intégré de bioénergie avec la mesure de mise en œuvre LEADER (mesure 19.2), auquel participent 34 municipalités (voir figure 4).

Cinq villages ont décidé de s'engager dans le projet. Le modèle économique de chaque village prévoit un investissement

de 2,5 millions d'euros pour la conception et la création d'une centrale commune à biogaz et d'une chaudière à copeaux de bois, toutes deux reliées à un réseau de chaleur commun. LEADER investit environ 200 000 euros dans chaque village afin de réaliser certaines activités (conception et planification du projet en particulier) en combinaison avec d'autres fonds en vue de rassembler des agriculteurs et d'autres villageois autour d'un projet de coopération durable dans le domaine des énergies renouvelables.

Toujours dans le cadre de la mesure 19.3 au titre de la coopération, LEADER renforce l'entrepreneuriat local en proposant de nouveaux modes de

Figure 4. Le projet des villages bioénergétiques



Source: Leader Göttingerland.

Ressources du projet

PHASE	VILLAGE	PROGRAMME LEADER	MUNICIPALITÉ	ADMINISTRATION LOCALE	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	UNIVERSITÉ/CONSULTANT
Lancement	M	M M M F F		M F F		M M
Planification	M M	M M M F F	M F	M F F		M M M
Construction	M M M F F F	M F F	M F		F F F	M
Exploitation	M F				F	

M Main-d'œuvre F Moyens financiers



GROUPEMENTS DE GAL

En Catalogne (Espagne), 11 GAL ont uni leurs forces dans le cadre d'un vaste projet de coopération d'un demi-million d'euros appelé ENFOCC⁽⁵⁾ et visant à améliorer l'efficacité énergétique, au titre de la mesure 19.3.

Pour favoriser la prise de conscience de la consommation d'énergie, le logiciel EneGest a été mis au point et permet aux petites entreprises de surveiller leur consommation d'énergie. Une centaine de PME, 11 établissements scolaires publics et 47 mairies utilisent EneGest et ont bénéficié de conseils en matière de gestion de l'énergie.

Des économies de 250 000 euros ont été enregistrées. Les économies sont réinvesties dans d'autres mesures visant

à économiser encore plus d'énergie. En 2018, le projet a donné le jour à un modèle novateur qui calcule les coûts de la transition énergétique à l'aide d'une enquête simple.

Le modèle fournit des données sur les investissements nécessaires, les économies actuelles et les coûts futurs et cumulés, ainsi que sur les besoins énergétiques nécessaires pour qu'une municipalité ou une région puisse atteindre son autonomie énergétique. En outre, le projet a évalué le déploiement des véhicules électriques dans les communes rurales en étudiant les possibilités d'installation de bornes de recharge dans les zones rurales.

travail à Tarragone, en Espagne. Quatre GAL se sont réunis pour former une plateforme de travail collaboratif unique: COWOCAT⁽⁶⁾. Sur une période de deux ans (2014-2016), 14 espaces de travail collaboratif ont été créés, accueillant chacun entre 60 et 65 travailleurs. Les entrepreneurs locaux utilisent non seulement les lieux pour travailler, mais ils s'engagent également dans des projets de coopération au sein de la collectivité locale, en créant des synergies et en essayant d'attirer de nouvelles entreprises.

Services de base et rénovation des villages (mesure 7)

Au niveau de l'UE, l'aide prévue au titre de cette mesure s'élève à 11,3 milliards d'euros de financements publics⁽⁷⁾ et représente 7,3 % des dépenses totales du PDR. L'Allemagne consacre de loin les montants les plus élevés au titre de cette mesure avec 2,95 milliards d'euros (soit 18 % du budget total de tous ses PDR). Par exemple, la région de Saxe-Anhalt en Allemagne a choisi d'allouer 39 % de son PDR aux services de base et à la rénovation des villages.

La France, la Pologne, la Roumanie et l'Italie prévoient également des plafonds financiers élevés au titre de cette mesure et la Bulgarie y consacre 22 % du budget de son PDR.

Une part importante de cet investissement est consacrée aux infrastructures et aux services de base (infrastructures de gestion de l'eau et des déchets et voies de circulation locales, par exemple) dans certaines des régions et certains des pays les plus pauvres de l'UE. Par exemple, en France, la région Guyane affecte 43 % du budget de son PDR à la mesure 7 et la Roumanie prévoit 1,3 milliard d'euros pour la mesure 7, soit 14 % du total des dépenses publiques prévues au titre du PDR.

Lorsque la mesure 7 est utilisée de manière stratégique en combinaison avec d'autres mesures ou en complément d'une politique nationale, elle devient un moyen très intéressant pour financer des innovations essentielles dans les services ruraux. La Suède, par exemple, estime que 46 % de sa population rurale bénéficiera de services ou

d'infrastructures de meilleure qualité grâce à des actions de développement local et 5 % supplémentaires au titre de mesures dans le domaine des TIC. Les quatre premières sous-mesures de la mesure 7 sont celles qui sont les plus susceptibles de soutenir les initiatives de villages intelligents (voir l'encadré ci-dessus).

Sous-mesure 7.1: aide à l'établissement et à la mise à jour des plans de développement des communes et des villages dans les zones rurales et de leurs services de base ainsi que des plans de protection et de gestion liés aux sites Natura 2000 et à d'autres zones de grande valeur naturelle.

La mesure 7.1 concerne souvent l'aide à l'établissement et à la mise à jour des plans de gestion des sites Natura 2000 et d'autres zones de protection de la nature. Cependant, elle est également utilisée pour planifier les énergies renouvelables et l'accès aux TIC. Certains PDR en Allemagne et en Autriche intègrent aussi des projets citoyens.

⁽⁵⁾ https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/energy-forest-and-climate-change-enfocc_en

⁽⁶⁾ www.cowocatrural.cat

⁽⁷⁾ Ibid., note de bas de page 1.

UTILISATIONS DE LA MESURE 7

1. L'Autriche met en œuvre une stratégie intégrée prévoyant la participation de la collectivité aux phases de planification.
2. En Allemagne, la Saxe-Anhalt met l'accent sur les investissements dans le haut débit et les TIC. La Hesse, la Basse-Saxe et Brême soutiennent des groupes de collectivités et de municipalités. Le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale cible les services sociaux et le développement des énergies naturelles et renouvelables.
3. La Grèce privilégie les infrastructures haut débit.
4. La Hongrie dispose d'une stratégie axée sur les services sociaux, la mobilité, les services de l'emploi et le développement d'espaces communautaires.
5. La Suède prévoit la coopération du Feader et du FEDER pour améliorer la couverture haut débit.

Dans le PDR autrichien, des dépenses publiques d'un montant de 779 millions d'euros sont affectées à la mesure 7 ⁽⁸⁾. En 2017, le ministère autrichien de l'agriculture, de la gestion des eaux et forêts et de l'environnement a élaboré un plan directeur pour les zones rurales reposant sur un processus participatif. Il comprend une série d'outils spéciaux destinés à soutenir les plans municipaux.

Sous-mesure 7.2: aide aux investissements dans la création, l'amélioration ou le développement de tout type d'infrastructure à petite échelle, notamment les investissements dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie.

La mesure 7.2 est généralement destinée à améliorer les conditions de vie minimales dans les zones rurales ainsi que la connectivité avec d'autres zones. Dans certains États membres de l'UE, l'accent est mis sur la construction ou la modernisation des voies de circulation locales et des infrastructures de base dans le domaine de l'eau. Cependant, dans d'autres pays comme l'Autriche et la Finlande, elle a permis de soutenir des projets dans le domaine des énergies renouvelables et de l'économie circulaire ⁽⁹⁾.

Sous-mesure 7.3: aide aux infrastructures à haut débit, y compris leur mise en place, leur amélioration et leur développement, aux infrastructures passives à haut débit et à la fourniture de l'accès haut débit et de solutions d'administration en ligne.

Mesure 7.3: bien que la priorité soit accordée au matériel informatique, certains PDR soutiennent également la création de services de gouvernance électronique et l'adoption du haut débit. Cependant, seuls 46 des PDR ont décidé d'avoir recours à cette sous-mesure.

En Finlande, l'étude «Campagne intelligente» ⁽¹⁰⁾, menée au niveau national en 2016, a révélé que les infrastructures numériques finlandaises étaient de grande qualité et que l'attitude générale vis-à-vis de la transition numérique était positive.

Cependant, l'offre en matière de développement des compétences et de conseils aux clients était relativement peu développée. Les besoins prioritaires recensés pour les stratégies numériques étaient les suivants: les transports, les services sociaux et de santé, l'enseignement à distance et le télétravail. À la lumière de ces constatations, d'après le PDR, les projets doivent être axés sur, d'une part, les

Nombre de PDR mettant en œuvre des sous-mesures de la mesure 7	
SOUS-MESURE	NOMBRE DE PDR (TOTAL 112)
M7.1	80
M7.2	55
M7.3	46
M7.4	51

infrastructures à haut débit et, d'autre part, l'accès au haut débit et les solutions d'administration en ligne (mesure 7.3): cela couvre les investissements dans les infrastructures de connexion de données à petite échelle (les projets de «réseaux de villages») et la transition numérique des services municipaux, y compris les systèmes de connexion vidéo en ligne pour les services aux usagers.

Ce type de soutien correspond à la résolution du gouvernement finlandais de novembre 2017 relative à la transition numérique en milieu rural. Cette résolution insiste sur la nécessité de mettre au point des services numériques. Elle souligne également le potentiel qui existe pour soutenir les populations et les entreprises rurales et générer de nouveaux moyens de subsistance et de nouvelles possibilités de développement économique dans les zones rurales à l'aide de solutions numériques prenant en compte les spécificités locales.

Sous-mesure 7.4: aide aux investissements dans la mise en place, l'amélioration ou le développement des services de base au niveau local pour la population rurale, y compris les activités culturelles et récréatives, et des infrastructures qui y sont liées.

⁽⁸⁾ Compilation de projets présentée par les membres du GT du REDR (pour l'utilisation de la mesure 7 en Autriche, voir page 2): https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg_smart-villages_project-compilation.pdf

⁽⁹⁾ www.bmnt.gv.at/english/agriculture/Master-Plan-for-Rural-Areas0.html
Autres stratégies pertinentes: Breitband Austria 2020: www.bmvit.gv.at/telekommunikation/breitband

⁽¹⁰⁾ https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tg_smart-villages_case-study_fi.pdf

La mesure 7.4 a une vaste portée, elle peut porter sur la santé, l'accueil de la petite enfance, la mobilité, les services culturels et les infrastructures destinées aux services de la collectivité et aux activités de loisirs. Par conséquent, elle soutient des projets couvrant divers domaines d'intervention, de la transition numérique à l'économie des seniors en passant par la santé en ligne.

Par exemple, en Finlande, l'étude «Campagne intelligente» a défini des stratégies numériques visant à améliorer les services locaux, notamment dans les domaines des loisirs et de la culture, ainsi que les infrastructures qui y sont liées. La sous-mesure soutient des projets visant à planifier, étudier ou améliorer des services destinés à la population rurale, tels que des études de faisabilité sur les services de santé à distance.

Développement des exploitations agricoles et des entreprises (mesure 6)

La dotation financière de la mesure 6 est comparable à celle de la mesure 7 avec 10,6 milliards d'euros ⁽¹¹⁾, dont un peu plus de la moitié sont consacrés à l'installation des jeunes agriculteurs. Deux sous-mesures peuvent toutefois apporter un soutien direct à la diversification économique dans les zones rurales et à la transition vers les villages intelligents: la mesure 6.2 — Aides au démarrage d'entreprises pour des activités non agricoles dans les zones rurales, et la mesure 6.4 — Aide



© Marc Planaguma

aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles.

Le développement d'activités économiques dans les zones rurales, outre l'agriculture, constitue un élément essentiel de l'attractivité des zones rurales et des projets sont en cours dans bon nombre de régions et d'États membres. Combinées à d'autres initiatives telles que LEADER, les activités prospères peuvent contribuer au renouvellement des générations en encourageant l'installation d'une nouvelle population, en faisant venir les enfants dans les établissements scolaires ruraux, en attirant davantage de clients vers les marchés et les services locaux et en favorisant un cercle vertueux de développement.

Une aide au démarrage (de 70 000 euros maximum) pour la création de nouvelles

activités non agricoles dans les zones rurales a été introduite pour la première fois dans le cadre juridique pour la période de programmation 2014-2020, assortie en outre de l'obligation de soumettre un plan de développement.

Il est aussi désormais possible de fournir aux petites entreprises rurales une aide à l'investissement et au développement d'activités non agricoles (auparavant uniquement réservée au tourisme rural et à la prestation de services, le reste étant limité aux microentreprises). Une aide à l'investissement dans les activités non agricoles peut désormais être allouée aux populations des zones rurales (c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire de créer une entreprise avant de solliciter l'aide). Tous ces éléments encouragent la flexibilité et peuvent donner lieu à des stratégies intelligentes.



SOUTIEN DU PDR EN FAVEUR DES JEUNES ENTREPRENEURS

Dans les Asturies, en Espagne, les 11 groupes LEADER ont tous pour priorité de soutenir les jeunes entrepreneurs dans leurs stratégies de développement local. Ils ont été chargés de gérer le «passeport pour les travailleurs indépendants ruraux» financé au titre de la sous-mesure 6.2. Cette initiative permet de fournir jusqu'à 25 000 euros aux jeunes entrepreneurs qui s'installent en zone rurale.

Cette nouvelle mesure a attiré 150 nouveaux entrepreneurs en moins d'un an, soit un soutien total de plus de 2 324 400 euros en décembre 2017. Le «passeport» est disponible pour toutes sortes d'activités entrepreneuriales: les services sociaux, les initiatives d'entreprises de toute nature, les conseillers, les activités de production et de transformation,

les sociétés de distribution, le tourisme, les services de maintenance. Il peut aussi compléter d'autres investissements.

Les bénéficiaires doivent avoir été au chômage ou avoir exercé une autre activité économique auparavant. Ils présentent un plan de développement détaillé sur la base duquel le GAL prend une décision. Des provisions sont constituées pour les dépenses correspondant aux impôts, à l'assurance sociale, aux prestations de santé et à un salaire de base pour l'entrepreneur pendant une période de trois ans. Forts de l'expérience acquise, les 11 GAL des Asturies et l'autorité de gestion envisagent d'augmenter le financement de ce programme de manière substantielle dans le cadre des prochains appels.

⁽¹¹⁾ Ibid., note de bas de page 1.

Le PDR finlandais a recours à la mesure 6.2 pour aider les entreprises rurales à tester des idées qui encouragent les innovations régies par le marché et axées sur le client, telles que l'aide au démarrage d'une entreprise informatique ou de services de formation en ligne. Au titre de la mesure 6.4, une entreprise offrant des services mobiles aux microentreprises et aux petites entreprises installées en milieu rural peut également bénéficier d'une aide à l'investissement.

Autres mesures

Une ONG finlandaise a utilisé la mesure 16.2 (aide aux projets pilotes et à la mise au point de nouveaux produits,

pratiques, procédés et technologies) pour créer GreenCareLab⁽¹²⁾, un réseau de prestataires de services axés sur la nature et d'activités visant à soutenir leur développement, notamment des visites d'étude et des groupes de travail. Suite à cela, plus d'une centaine de prestataires de services ont participé aux activités de GreenCareLab au cours de la première année. Des dizaines de jeunes entreprises ont rejoint la plateforme afin de tester et de développer des idées d'entreprises et des services.

Dans le domaine de la formation et du renforcement des compétences numériques, les problèmes combinés de l'accessibilité, des compétences et

de la connectivité rappellent l'histoire de la poule et de l'œuf, mais l'objectif est le même: l'inclusion numérique pour tous. En Autriche, des laboratoires informatiques ouvrent dans les établissements scolaires, offrant ainsi une formation gratuite. Dans d'autres pays, comme l'Espagne et la France, les professionnels de la formation dispensent des formations certifiées de renforcement des compétences au moyen de diverses sous-mesures du PDR, en fonction du groupe ciblé. Les GAL sont bien placés pour mettre les compétences en adéquation avec les besoins au sein de leurs collectivités locales.

UN + UN = TROIS

Pour beaucoup de personnes, les zones rurales sont tout simplement un lieu de vie, un espace de travail et un endroit propice à la vie de famille. Les communautés rurales ont besoin d'emplois, de services de base, d'une connectivité et de solutions de transport intelligentes, ainsi que d'un climat favorable à l'entrepreneuriat. Cela implique d'intervenir sur tous ces fronts de manière conjointe. L'initiative «Smart Villages» (Villages intelligents) de l'UE⁽¹³⁾ indique déjà la voie à suivre en réunissant la direction générale de l'agriculture et du développement rural, la direction générale de la politique régionale et la direction générale de la mobilité et des transports de la Commission européenne.

Le «test rural» constitue une première étape essentielle avant la mise en œuvre de ces approches plus intégrées. Par exemple, en Finlande, ce test est considéré comme essentiel pour concrétiser la vision de la politique rurale selon laquelle la campagne fait partie intégrante de la prospérité nationale et de la société.

De même, dans son avis intitulé «Revitaliser les zones rurales grâce aux villages intelligents»⁽¹⁴⁾, le Comité des régions déclare que «la notion de "test rural" devrait faire partie intégrante de l'initiative en faveur de zones rurales intelligentes, en vue d'adopter cette approche pour l'élaboration d'initiatives stratégiques plus vastes ayant des incidences pour les zones rurales».

Le commissaire Phil Hogan a ajouté que «[le test rural] signifie bien plus que s'intéresser simplement aux effets et aux retombées possibles des politiques. Il s'agit aussi de mettre en place des plans et stratégies qui reflètent les besoins et attentes des communautés rurales et de reconnaître leur potentiel pour formuler des solutions innovantes, inclusives et durables»⁽¹⁵⁾.

Comme nous l'avons mentionné précédemment dans ce chapitre, l'efficacité des mesures du PDR est optimale lorsqu'elles sont combinées de manière stratégique. Cependant, il est possible d'accroître considérablement cet effet multiplicateur en les associant

à d'autres fonds, qu'ils soient européens, nationaux ou privés. Un guide intitulé «Permettre des synergies entre les Fonds structurels et d'investissement européens, Horizon 2020 et d'autres programmes européens liés à la recherche, l'innovation et la compétitivité»⁽¹⁶⁾ est à la disposition des responsables politiques et des agences de mise en œuvre. Ce guide comprend des explications sur les règles et principes de base pour produire des synergies et combiner les différents fonds. Il contient en outre des recommandations à l'intention des acteurs concernés, ainsi que des informations sur le soutien de la Commission européenne visant à faciliter les synergies.

Par exemple, environ 21,4 milliards d'euros sont mobilisés par l'intermédiaire de divers Fonds ESI⁽¹⁷⁾ en faveur d'investissements dans les TIC pour la période de financement 2014-2020. Afin d'optimiser l'incidence des investissements dans les TIC, les États membres et les régions ont été invités

⁽¹²⁾ www.gcfinland.fi/in-english/

⁽¹³⁾ https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/rural-development-2014-2020/looking-ahead/rur-dev-small-villages_en.pdf

⁽¹⁴⁾ <http://cor.europa.eu/en/activities/opinions/pages/opinion-factsheet.aspx?OpinionNumber=CDR%203465/2017>

⁽¹⁵⁾ https://enrd.ec.europa.eu/publications/rural-connections-magazine-autumn-winter-2017-edition_fr (page 27).

⁽¹⁶⁾ http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/themes/ict/

⁽¹⁷⁾ Fonds européen de développement régional (FEDER), Fonds social européen (FSE), Fonds de cohésion (FC), Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP).

à élaborer deux stratégies avant de réaliser des investissements numériques à l'aide des Fonds:

- un cadre stratégique pour la croissance numérique qui s'inscrit dans leurs stratégies de recherche et d'innovation plus larges;
- un plan de réseau de nouvelle génération qui localise les interventions publiques nécessaires pour la fourniture d'un accès haut débit.

Comme indiqué au chapitre 2, il existe de nombreux exemples d'approches nationales et régionales plus intégrées qui peuvent créer des conditions

favorables pour les villages intelligents. La stratégie italienne en faveur des régions intérieures ⁽¹⁸⁾ en est un. Avec un budget total de plus de 2 milliards d'euros, les PDR en font partie intégrante. Le choix de la méthode et des ressources financières allouées aux régions intérieures est exposé dans les PDR régionaux italiens.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour développer ces approches intégrées dans toute l'Europe. Comme le stipule l'initiative «Smart Villages» de l'UE, des approches stratégiques et solides sont nécessaires pour assurer la pérennité des initiatives de villages

intelligents. Pour que les décideurs, les différents acteurs et les promoteurs de projets sur le terrain puissent obtenir les meilleurs résultats possibles, la planification doit prendre en compte les besoins des territoires respectifs, ainsi que leurs forces et leurs faiblesses.

Dans ce contexte, les PDR peuvent avoir une incidence beaucoup plus importante que ne le laisse supposer leur taille. Ils peuvent servir de capital de départ pour donner des moyens aux populations locales, mobiliser des actifs, générer de nouveaux investissements et créer les conditions nécessaires à la création des villages intelligents du futur.



© ENRD Contact Point, 2018

⁽¹⁸⁾) L'engagement financier de l'Italie consacré à la stratégie en faveur des régions intérieures s'élève à 190 millions d'euros: www.agenziacoesione.gov.it/opencms/export/sites/dps/it/documentazione/Aree_interne/Presentazione/Relazione_al_CIPE_24_01_2017_def.pdf

AUTRES PUBLICATIONS DU REDR

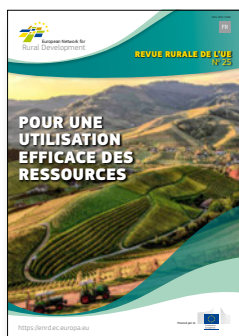
Restez informés de toute l'actualité en matière de développement rural dans l'Union européenne en consultant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles en ligne dans la section «Publications» du site <https://enrd.ec.europa.eu/fr> ou en s'abonnant à l'adresse subscribe@enrd.eu. Pour toutes informations complémentaires, veuillez envoyer un courriel à l'adresse info@enrd.eu

REVUE RURALE DE L'UE

La *Revue rurale de l'UE* est la principale publication thématique du REDR. Elle présente les dernières avancées et connaissances sur une thématique particulière en lien avec le développement rural en Europe. Les thèmes qui y sont abordés vont de l'entrepreneuriat rural et de la qualité alimentaire au changement climatique et à l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an en six langues de l'Union européenne (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

N° 25: Pour une utilisation efficace des ressources



N° 24: Réinventer les opportunités commerciales en milieu rural



N° 23: Économie verte — Opportunités pour l'Europe rurale



LES BROCHURES DES PROJETS FEADER

Le REDR publie des brochures qui présentent des exemples intéressants de projets financés par le Feader. Chaque numéro met à l'honneur des projets menés à bien sur une thématique particulière du développement rural. L'objectif de ces brochures est de mettre en lumière les réalisations du Feader et d'inspirer des projets futurs. Elles sont publiées en six langues de l'Union européenne (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

RURAL CONNECTIONS

Rural Connections est le magazine du développement rural en Europe. Produit par le REDR, il présente le point de vue des hommes et des organisations sur les grandes questions de développement rural, des études de cas, les projets et les acteurs du développement rural. Ce magazine informe aussi ses lecteurs de toute l'actualité du développement rural en Europe. Il paraît deux fois par an — au printemps et en automne — dans six langues de l'Union européenne (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

LETTRE D'INFORMATION

L'actualité mensuelle du développement rural en Europe au format électronique, directement dans votre boîte de réception. La lettre d'information du REDR propose une synthèse concise et précise des problèmes émergents, des sujets brûlants de l'actualité et des événements concernant le développement rural en Europe.

Pour s'y abonner: https://enrd.ec.europa.eu/news-events/enrd-newsletter_fr

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

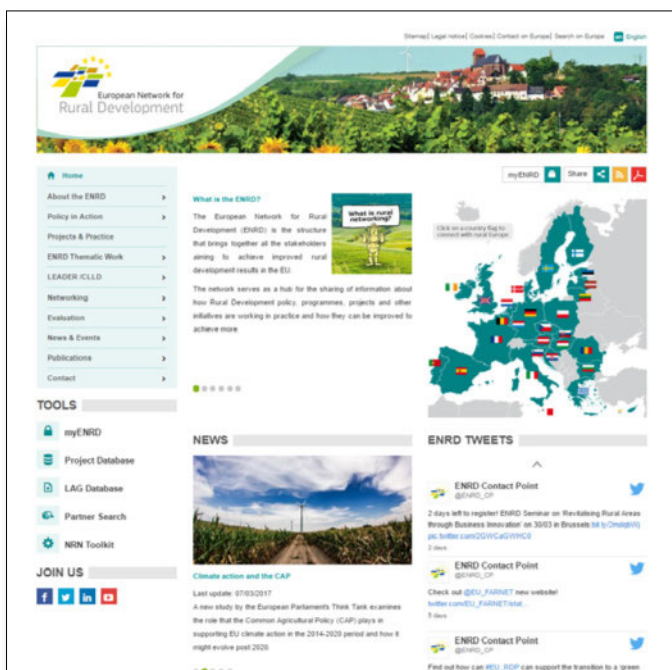
- un seul exemplaire: sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes: auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm), des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm), en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm) ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Le REDR en ligne



Aimez la page Facebook du REDR



Suivez @ENRD_CP sur Twitter



Regardez les vidéos EURural sur YouTube



Rejoignez le groupe de discussion du REDR sur LinkedIn



Point de contact REDR
Rue de la Loi (bte 4)
1040 Bruxelles
BELGIQUE
Tél. +32 28013800
info@enrd.eu



Office des publications

<https://enrd.ec.europa.eu>

